ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

7^e Législature

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE 1981-1982

(79^e SEANCE)

COMPTE RENDU INTEGRAL

3^e Séance du Lundi 9 Novembre 1981.

SOMMAIRE

PRÉSIDENTE DE M. BERNARD STASI

1. — Loi de finances pour 1982 (deuxième partie). — Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 3435).

Education nationale (suite).

MM. René Haby,
Hermier,
Pinte,
Delehedde,
Hage,
Barrot,
Louis Lareng,
Zarka,
Guyard,
Royer,
Dehoux,
Baleux,

M^{me} Missoffe,

MM. Cassaing,
Deschaux-Beaume, René Haby,
Josephé,
Vial-Massat,

M^{me} Lecuir,

MM. Gérard Collomb,
Natiez,
Dutard.

Renvoi de la suite de la discussion budgétaire à la prochaine séance.

2. — Dépôt de projets de loi (p. 3455).

3. — Dépôt d'un projet de loi rejeté par le Sénat (p. 3456).

4. — Ordre du jour (p. 3456).

★ (1 f.)

PRÉSIDENTE DE M. BERNARD STASI,
vice-président.

La séance est ouverte à vingt et une heures trente.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

LOI DE FINANCES POUR 1982 (DEUXIEME PARTIE)

Suite de la discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1982 (n° 450, 470).

Nous poursuivons l'examen des crédits du ministère de l'éducation nationale.

Cet après-midi, l'Assemblée a entendu les rapporteurs.

Dans la discussion, la parole est à M. René Haby, premier orateur inscrit.

M. René Haby. Monsieur le ministre de l'éducation nationale, permettez-moi de commencer mon intervention sur le budget de l'éducation par quelques citations :

« Ce budget est un budget de restriction. »

« Les protestations émanant des associations de parents d'élèves et des syndicats prouvent son insuffisance. »

« Le budget de l'éducation est, une fois de plus, un budget d'austérité. »

Les auteurs en sont respectivement M. Mexandeau, M. Delehedde et Mme Constans, dont l'appartenance soit au parti socialiste, soit au parti communiste est bien connue de l'Assemblée.

Ces remarques acerbes concernent en effet le budget de 1977. Peut-être vont-elles conforter certains de nos jeunes collègues dans l'idée qu'enfin, la France vient de recevoir, grâce à son nouveau gouvernement, les moyens de faire fonctionner correctement ses écoles, ses collèges, ses lycées, ses universités. Qu'ils me permettent cependant de leur faire remarquer que nous étions déjà comme aujourd'hui, en période de récession grave. Le plan Barre limitait à 13,5 p. 100 la croissance par rapport à l'année précédente de l'ensemble des dépenses publiques. Mais le budget de l'éducation que j'avais alors l'honneur de présenter ici, était en progression, lui, de 18,5 p. 100; il permettait de répartir 41 000 emplois supplémentaires dans les enseignements primaire et secondaire.

Je cite ces chiffres pour les mettre en relation non pas avec votre projet de budget pour 1982 mais avec les jugements portés alors à leur sujet par vos amis politiques. Ils ont qualifié d'« insuffisant » l'effort considérable qui était alors réalisé. Comment jugeraient-ils aujourd'hui cette modeste augmentation de 17,5 p. 100 sur l'an dernier et ces modestes 14 000 postes nouveaux que vous proposez, alors que l'ensemble du budget de l'Etat progresse de 27,5 p. 100, ce qui témoigne d'une grande insouciance? Cette fameuse rupture a-t-elle la signification que lui donnait cet après-midi M. Pierret?

Considérant cette part relativement humble consacrée à votre ministère dans le pactole alimenté par le déficit budgétaire actuel, je ne puis que conclure à la situation relativement saine de l'héritage que vous avez pris en charge, bien loin en tout cas des conséquences « catastrophiques » que certains prétendent attacher aux budgets du septennat précédent.

D'ailleurs, moi aussi, suivant la tradition bien établie de l'ancienne opposition, je pourrais souligner les limites et les insuffisances des moyens mis à votre disposition monsieur le ministre. M. Gantier, rapporteur pour l'enseignement supérieur, M. Fuchs pour l'enseignement technique, en ont relevé un certain nombre et je n'y reviendrai pas, sauf pour y ajouter peut-être le peu d'intérêt marqué par votre Gouvernement pour les tâches de formation permanente des agents économiques du pays qui incombent aux établissements scolaires et universitaires, et aussi pour la création et l'équipement des ateliers de collèges — puis-je rappeler que j'en avais créé 800 en deux années? — ateliers qui sont le seul moyen de revaloriser le travail manuel dans l'échelle des valeurs scolaires? Je pourrais relever encore que la progression des crédits de fonctionnement des universités, comme celle des établissements scolaires, ne semble guère dépasser de beaucoup les seules hausses à attendre du coût de l'énergie, hausses dans lesquelles le Gouvernement n'est pas sans responsabilité. Quant aux crédits d'action sociale, ils sont marqués par la stagnation; ceux des bourses du second degré ne progressent que de 14 p. 100, ceux de l'enseignement supérieur, de 7 p. 100. Compte tenu des prévisions d'évolution du coût de la vie, on ne peut dire que l'aide aux familles ait la faveur du Gouvernement actuel!

Puis-je me permettre enfin, monsieur le ministre, de vous interroger sur la diminution des horaires promis par le Gouvernement au monde du travail? Les personnels administratifs sont tenus presque tous à assumer en principe 40 heures de service par semaine; l'abaissement à 38 heures impliquerait à lui seul 13 000 emplois nouveaux. Or votre budget n'en prévoit que 2 500. L'Etat socialiste n'appliquerait-il pas dans son propre domaine ce qu'il demande avec tant d'insistance au secteur privé? Ah! il est bien difficile d'accorder les réalités du pouvoir et la facilité des promesses, ou des critiques à l'égard de ceux qui l'ont exercé auparavant.

Le fameux problème de la résorption de l'auxiliarat en est un autre exemple. Vos déclarations, vos circulaires annoncent qu'on va enfin en être débarrassé, que tous les maîtres auxiliaires seront réemployés, qu'aucun nouveau recruté ne viendra s'y ajouter. Vous prenez certes des mesures intéressantes, allant jusqu'à la corde raide comptable, puisque vous créez des postes de rémunération permanente, en utilisant les crédits de remplacement du personnel en congé; l'un de vos recteurs va même jusqu'à faire payer à temps complet des maîtres auxiliaires dont le support budgétaire n'est constitué que d'un regroupement de 6 heures.

Vous prévoyez aussi des moyens de titularisation de ces personnels: 5 000 emplois d'adjoint d'enseignement, 4 000 emplois d'instituteur et des stagiaires en école normale pour les remplaçants du premier degré, soit en tout 9 000 postes.

Effort méritoire certes, mais pourquoi feindre de croire qu'il est le premier? Puis-je me permettre de rappeler qu'en 1975 et 1976, j'ai titularisé 46 000 maîtres auxiliaires et instituteurs remplaçants? D'ailleurs, même si votre politique de résorption de l'auxiliarat est relativement timide, ses inconvénients sont

apparus rapidement. Elle ne peut aboutir à terme qu'à la condition de ne plus embaucher de nouveaux auxiliaires. Or, c'est quasiment impossible si l'on veut boucher tous les trous laissés par les titulaires. J'entendais sur les ondes dès le 12 octobre tel rectorat de la région parisienne battre le rappel de candidats auxiliaires pour de nombreux enseignements non assurés dans les lycées et collèges.

Dans les classes primaires, l'effet conjugué de réouvertures trop rapides, pour cause de promesses électorales, de classes qui auraient pu parfois être regroupées, et d'une gestion trop timorée de la catégorie des titulaires remplaçants — ils sont près de 20 000, bien formés, qu'on aurait pu affecter provisoirement dans les classes sans maître à la seule condition de suspendre quelque temps les stages de recyclage des personnels en place — vous ont conduit à organiser ce système des « doublettes » si attaqué aujourd'hui. Fernand Dupuy d'ailleurs me lançait, des banes communistes, voici presque cinq ans jour pour jour: « Accueillir n'est pas instruire ».

M. Guy Hermier. C'est bien vrai!

M. René Haby. Je regrette qu'on l'ait un peu oublié aujourd'hui. Le temps n'est pourtant pas loin où les syndicats de personnel refusaient systématiquement toute possibilité de « stages en responsabilité » pour les jeunes en formation pédagogique. Qu'auraient-ils dit alors de la mise en présence des élèves, directement, de jeunes stagiaires en première année d'école normale?

Je suis obligé d'en conclure, monsieur le ministre, que vous avez privilégié sans conteste dans votre action le quantitatif sur le qualitatif, répondant en cela à la demande expresse des syndicats dont la propagande a le mieux servi le récent changement politique en France. (*Murmures sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

C'est une dette évidente, mais dont la reconnaissance va désormais laisser planer une réserve redoutable sur la notion de « neutralité scolaire » ou d'« école pour tous » et conforter les personnels dans la priorité qu'ils accordent à leurs préoccupations corporatives par rapport à la lutte contre l'échec scolaire. (*Protestations sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

La solution à ce problème de l'échec, monsieur le ministre, est bien plus difficile à trouver. Puis-je me permettre de rappeler que les gouvernements précédents peuvent revendiquer l'honneur d'avoir cherché autre chose que cette création, à laquelle je faisais allusion tout à l'heure, de 40 000 postes en une année budgétaire?

Cinq mois après son arrivée à la Présidence de la République, M. Giscard d'Estaing avait déjà décidé la suppression dans les collèges de ces filières ghettos où s'aggravaient les conséquences sociales de l'échec scolaire.

M. Guy Hermier. On en a vu le résultat!

M. René Haby. Si vous refusez cette suppression, ayez le courage de le préciser.

M. Guy Hermier. 30 p. 100 de jeunes sont dans ces filières ghettos!

M. le président. Monsieur Hermier, vous pourrez vous exprimer tout à l'heure puisque vous êtes inscrit dans la discussion.

M. René Haby. Entre 1974 et 1978, M. Giscard d'Estaing a permis l'ouverture de plus de 10 000 nouvelles classes maternelles appelées à améliorer la préparation des jeunes enfants aux enseignements de l'école primaire. Et mon successeur, M. Beullac, a porté à trois ans la durée de formation des instituteurs.

Des progrès s'en sont-ils ensuivis? Oui, certainement, en ce qui concerne les aspects sociaux des problèmes ainsi traités, ce qui suffirait à rendre indispensables les solutions avancées, notamment celle de la suppression des filières avec laquelle vous ne semblez plus d'accord maintenant.

Malgré la transformation des écoles normales d'instituteurs, malgré deux ou trois années de scolarité précoce supplémentaire, les conséquences intellectuelles elles-mêmes, peuvent être mises en doute. L'école primaire enregistre une distorsion de plus en plus grande entre ses résultats et ceux qu'on prétend lui demander; le collège hérite ensuite de cette insuffisance et ne peut la traiter. Mais alors, des mesures courageuses s'imposent: soit réintroduire dans les horaires des enfants les 300 ou 400 heures annuelles de travail qu'ils ne consacrent plus aujourd'hui — alors qu'ils le faisaient il y a quinze ans — au français et au calcul, soit accepter de revoir en « baisse », à l'école et au collège, les objectifs dans ces disciplines. On pourrait aussi revenir à un système de classes homogènes dans les collèges — tout au moins à des groupes

de niveau dans les disciplines les plus abstraites, c'est la solution que j'ai préconisée dès 1976 pour faciliter le fonctionnement des classes hétérogènes — ou accepter de considérer que l'éducation ne doit pas privilégier les seules aptitudes intellectuelles, et tenir compte, dans l'appréciation de celles-ci, beaucoup plus de l'âge mental que de l'âge réel.

Mais curieusement, monsieur le ministre, bien peu de ces préoccupations apparaissent dans le discours de partis ou de syndicats qui pourtant ont critiqué sans interruption toutes les initiatives de la V^e République en matière d'éducation.

Vous même, monsieur le ministre, n'avez pas hésité à écrire dans une revue qui n'est pourtant pas politique, que « la prolongation de la scolarité obligatoire (par la V^e République) ne s'est pas accompagnée des mesures nécessaires à une réelle démocratisation de masse »...

MM. André Delehedde et Yves Tavernier. C'est vrai !

M. René Haby. ... et j'ai entendu tout à l'heure un rapporteur parler de la dégradation de l'enseignement français depuis vingt ans. J'affirme, au contraire, monsieur le ministre, que la V^e République, gérée par ce que vous appelez la droite, a fait son devoir dans ce domaine. (*Exclamations sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

M. Bernard Poignant. Il n'y a que vous qui en êtes convaincu !

M. le président. Je vous en prie, seul M. Haby a la parole.

M. René Haby. Puis-je me permettre de vous rappeler ce qu'était l'héritage de la domination socialiste dans les gouvernements de la IV^e République ? (*Exclamations sur les mêmes bancs.*)

M. Bernard Poignant. Vieux refrain !

M. René Haby. Vieux refrain, mais toujours d'actualité, puisque vous posez le problème.

En 1958, 53 p. 100 seulement des enfants de quinze ans étaient scolarisés.

M. Emmanuel Hamel. Eh oui !

M. René Haby. En vingt-trois ans, la V^e République a doublé le nombre des enseignants.

M. André Delehedde. Et sous Louis XI ?

M. Didier Chouat. Ne remontez pas à Charlemagne !

M. Jean Natiez. Et combien a-t-elle fait de chômeurs ?

M. René Haby. Pour le moment, nous parlons d'éducation. Les chômeurs, nous en reparlerons quand nous ferons un contre-bilan.

En vingt-trois ans, la V^e République a construit les trois quarts des établissements scolaires et universitaires utilisés aujourd'hui.

M. Emmanuel Hamel. C'est l'héritage positif !

M. René Haby. Elle a fait passer de 11 p. 100 à 21 p. 100 la part de l'éducation dans le budget de la nation. Elle l'a donc également doublée.

M. Bernard Derosier, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales pour l'éducation nationale. Ce n'était pas vrai il y a deux ou trois ans !

M. René Haby. Je parle des résultats obtenus en 1980, après un travail de vingt-deux ans. Et j'ai dit tout à l'heure que, si cet héritage des deux ou trois dernières années était aussi catastrophique que vous le prétendez, on ne comprendrait pas qu'aujourd'hui votre budget n'augmente que de 17 p. 100, alors que le budget général de la nation augmente de 27 p. 100 !

M. Emmanuel Hamel. Très bien ! Imparable logique ! (*Rires et exclamations sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

M. Bernard Derosier, rapporteur pour avis. J'en reste sans voix !

M. le président. Mes chers collègues, je vous en prie, pas de chahut !

M. André Delehedde. M. Hamel encombre le Journal officiel !

M. le président. Je demande à M. Haby de bien vouloir poursuivre et à ses collègues de le laisser conclure.

M. Jacques Santrot, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales pour les universités. Rapidement !

M. René Haby. Mes chers collègues, je vous prie de considérer comme objectives les indications que je vous fournis à propos du doublement depuis vingt-trois ans du nombre des enseignants, des constructions scolaires et de la part du budget de l'éducation dans l'ensemble des dépenses publiques.

M. Bernard Derosier, rapporteur pour avis. Pailleron !

M. René Haby. Cela dit, monsieur le ministre, votre position ne peut être facile ni financièrement, ni techniquement, ni psychologiquement, ne serait-ce que parce que l'on est toujours à la fois à droite de quelqu'un et à gauche de quelqu'un d'autre.

M. Bernard Derosier, rapporteur pour avis. Pour ça, vous ne risquez rien ! (*Rires sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

M. René Haby. J'en ai fait l'expérience, et je la fais encore aujourd'hui. Et vous-même, monsieur le ministre, j'imagine que vous avez commencé à la faire.

Seule compte alors la foi dans une véritable action éducative et la volonté de la mener avec efficacité envers et contre tout, et parfois envers et contre tous.

M. Jean-Hugues Colonna, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales pour l'éducation physique et sportive. Contre les syndicats !

M. René Haby. A la différence de ce qui s'est passé en France pendant vingt-trois ans, la gauche gouvernementale ne me paraît pas encore avoir prouvé qu'elle en était capable. (*Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

M. le président. La parole est à M. Hermier.

M. Guy Hermier. Monsieur le ministre, mesdames, messieurs, l'examen par notre assemblée du premier budget de l'éducation nationale depuis le changement intervenu au printemps dernier est, pour le groupe communiste, un acte politique d'une importance toute particulière.

C'est que l'école est devenue un grave sujet de préoccupation pour des millions de parents, d'enseignants et de jeunes.

La raison en est simple. M. René Haby vient de parler du bilan de la droite depuis 1958...

M. René Haby. C'est vous qui l'appellez la droite !

M. Guy Hermier. Vous êtes bien la droite !

Eh bien ! monsieur Haby, il n'est qu'à ouvrir les yeux sur la réalité : vingt-trois années de domination sans partage de la droite, et notamment du pouvoir giscardien au cours des sept dernières années, ont plongé notre école et notre Université dans la crise la plus profonde qu'elles aient connue dans leur histoire moderne. C'est cela la réalité de votre bilan ! (*Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes.*)

M. René Haby. Il galèje.

M. Guy Hermier. Cette situation est d'ailleurs trop connue pour que je m'y attarde.

M. René Haby. Cela vaut mieux !

M. Guy Hermier. Tout a été fait depuis des années pour plier notre système éducatif et, par conséquent, la formation de la jeunesse aux exigences de profit et aux impératifs de redéploiement du grand capital. L'austérité...

M. Emmanuel Hamel. Un budget de 101 milliards de francs en 1981, c'était cela l'austérité ?

M. Guy Hermier. ... et l'autoritarisme sont devenus depuis longtemps déjà la règle. Les mécanismes ségrégatifs ont été partout renforcés. Des pans entiers de l'école se sont considérablement dégradés sous l'effet de la crise et, principalement, de la politique de chômage, de restriction de l'emploi pour les jeunes.

Le résultat est là, accablant. C'est par centaines de milliers qu'on dénombre les jeunes en situation d'échec scolaire, ou sortant de l'école sans disposer des acquisitions fondamentales,

ou d'une véritable formation professionnelle. Peut-être est-ce là ce que M. Haby appelle avec quelque impudence une situation relativement saine. En vérité, c'est un drame pour la jeunesse, pour les familles, en particulier populaires, une situation souvent désespérante pour nombre de maîtres, un insupportable gâchis pour la nation elle-même.

M. René Haby. On vous verra à l'ouvrage !

M. Guy Hermier. Voilà ce qui ne peut plus durer. Voilà ce qu'ont dit les Françaises et les Français au printemps dernier.

M. Emmanuel Hamel. Soyez sérieux !

M. Guy Hermier. Voilà ce qu'il faut changer. Et c'est ce changement qu'attendent de nous, c'est-à-dire du Gouvernement, de la majorité et de vous, monsieur le ministre de l'éducation nationale, celles et ceux qui ont fait le choix du changement, notamment parce qu'ils espéraient une orientation nouvelle en matière d'enseignement, qui ouvre la perspective d'une autre école pour une autre vie, et qui en donne les moyens au pays.

Evidemment, face à l'ampleur des problèmes auxquels sont confrontées l'école et l'Université, chacun mesure qu'une telle tâche sera de longue haleine, qu'on ne résorbera pas comme par miracle le lourd passif accumulé, qu'il y faudra du temps, des moyens importants et l'effort, je dirai même la mobilisation de tous. Raison de plus pour s'engager sans attendre dans cette voie et le faire résolument.

A cet égard, le collectif budgétaire de juillet, les premières mesures que vous avez prises, monsieur le ministre, pendant l'été, vos déclarations à l'occasion de la rentrée scolaire ont clairement manifesté la volonté du Gouvernement de rompre avec les orientations passées. Nous avons jugé votre action positive. Cela nous fait d'autant plus regretter certaines insuffisances du projet de budget de l'éducation nationale qui nous est proposé pour 1982.

Alors que, selon les propos du Premier ministre lui-même, la formation est une dimension essentielle de la lutte contre le chômage et pour la relance de l'économie, qu'elle devrait être à notre avis une composante fondamentale de ce nouveau type de société et de vie pour l'homme qu'appelle notre époque, nous estimons que ce premier budget de l'éducation nationale aurait dû traduire un effort aussi soutenu que celui qui est consenti, par exemple, pour la recherche, la santé, le travail, la culture, la formation professionnelle.

Or la progression de 17 p. 100 du budget de l'éducation nationale, pour être plus importante que les années précédentes, n'en est pas moins inférieure à la croissance de 27,6 p. 100 du budget général de la nation.

Bien entendu, cela ne nous fait pas perdre de vue l'importance des mesures nouvelles qu'il permet.

Nous nous félicitons tout particulièrement des 17 000 créations d'emplois dans les différents secteurs d'enseignement. Ajoutées à celles qui ont été débloquées pour la rentrée, cela fera au total 28 000 emplois nouveaux créés en dix-huit mois, ce qui constitue une amélioration sensible, même s'il demeure des situations critiques, notamment pour les personnels administratifs et de service dans le second degré et les universités.

Les diverses mesures prises pour la résorption de l'auxiliarat, notamment les 2 000 postes d'adjoints d'enseignement prévus au budget en plus des 6 000 créés depuis six mois, représentent un premier pas dont on peut cependant se demander s'il sera suffisant pour garantir l'emploi de ces personnels à la prochaine rentrée.

Enfin, l'augmentation des crédits de fonctionnement doit permettre de renverser la tendance à l'asphyxie financière des établissements scolaires et universitaires, d'aider plus efficacement la recherche.

Mais si, à l'évidence, le projet de budget satisfait un nombre important de besoins jusqu'alors sacrifiés et va dans le sens de propositions maintes fois exprimées par le groupe communiste, nous avons, par ailleurs, certaines inquiétudes.

J'en prendrai trois exemples.

Il s'agit tout d'abord de la gratuité et des mesures sociales dans les secteurs scolaire et universitaire. Comme vous le savez, monsieur le ministre, le nombre des boursiers a considérablement diminué ces dernières années, au moment même où l'inflation et le chômage aggravent les conditions de vie des familles populaires. Or le projet de budget ne comporte pas les mesures susceptibles de modifier cette situation, alors que vous

avez, à plusieurs reprises, déclaré que la lutte contre les inégalités constituait un axe majeur de la politique du Gouvernement en matière d'éducation.

De même, les crédits de constructions scolaires ne progressent que de 2,3 p. 100 en francs constants, ce qui n'est pas de nature à répondre aux besoins parfois criants qui demeurent.

Enfin, et ce sera mon dernier exemple, dix nouveaux lycées d'enseignement professionnel seulement sont programmes au budget. Pourtant, ce sont des dizaines de milliers d'élèves qui sont restés à la porte de ces établissements à la rentrée de septembre, faute de place. D'une manière plus générale, nous estimons que les prévisions budgétaires pour l'enseignement technique court ne sont pas à la mesure des efforts que vous avez déclaré vouloir entreprendre dans ce secteur.

C'est pourquoi le groupe communiste fait sienne la suggestion de M. Jacques Brunhes, rapporteur pour avis du budget de l'éducation nationale, d'anticiper la réalisation du budget afin de pouvoir résoudre, dès le début de l'année prochaine, les problèmes les plus urgents.

En formulant ces remarques, un seul souci nous guide, monsieur le ministre : contribuer à améliorer, notamment pour l'année prochaine, le budget de l'éducation nationale, car le groupe communiste a la conviction que c'est bien de l'aptitude de la majorité nouvelle à résoudre ce problème central de la formation générale et professionnelle de tous les jeunes que dépendront, en fin de compte, la réussite de l'action qu'elle a engagée et le renouveau du pays.

J'observe à ce propos, monsieur le ministre, qu'on vous presse de toute part de proposer les lignes de force d'une transformation en profondeur de notre système éducatif. Vous vous y êtes engagé pour 1982. Je veux, pour conclure, faire sur ce point quelques brèves observations, tant il est vrai qu'un budget n'a de sens que par la politique qu'il permet d'impulser.

Les communistes sont résolument pour que s'engage cette réflexion de fond sur la nécessaire mutation de notre système d'éducation. La crise l'exige, comme l'appellent les besoins de formation de la jeunesse à l'horizon de l'an 2000, dans la perspective d'un nouveau type de développement, d'une nouvelle civilisation. C'est bien, en effet, à cette école qu'il faut, dès aujourd'hui, réfléchir aux problèmes de l'école si l'on veut se garder d'agir à l'aveuglette, sans lendemain.

Développer en grand le potentiel de formation ; faire reculer partout les inégalités, la ségrégation, et ouvrir à chaque jeune de larges possibilités d'épanouissement ; établir des rapports nouveaux entre l'école et la vie sociale, les réalités de la production, le mouvement des sciences, des techniques, de la culture ; augmenter le nombre des enseignants, élargir leur recrutement à l'ensemble de la société, revaloriser leur rôle et leur formation ; rénover la laïcité, aller progressivement et dans la concertation vers un grand service public, laïc, gratuit et pluraliste de l'éducation, faire de l'école l'affaire de tous, impulser partout la recherche, l'innovation, les capacités créatrices : autant de questions majeures qui appellent des réponses, une perspective, un projet à la mesure de cet enjeu capital.

Cela exige un vaste débat national avec toutes les parties concernées : parents et travailleurs, enseignants, jeunes, élus, mouvements pédagogiques, organisations syndicales et politiques dont la diversité des expériences est indispensable à la cohérence des choix à faire pour les années et les décennies à venir. C'est le souhait que nous formulons avec insistance, pour qu'on se hâte, mais sûrement.

Et cela exige, à notre avis, qu'aille de pair avec une telle définition des grandes organisations une nouvelle politique éducative l'action concrète, immédiate, résolue contre les handicaps légués par la droite et qui gangrènent tout notre système éducatif. En effet, tant qu'à l'issue de l'école primaire 40 p. 100 des enfants auront redoublé au moins une fois, tant que 30 p. 100 des jeunes sortiront de l'école sans une véritable formation générale digne de notre temps, dont la moitié avec une formation inférieure à un C. A. P., tant que 200 000 jeunes, monsieur Haby et monsieur Hamel, arriveront chaque année sur le marché du travail sans formation professionnelle — ce qui est votre bilan —, il n'y aura pas de rénovation profonde et durable possible de l'école.

C'est pourquoi nous estimons que les efforts doivent être centrés et les moyens mobilisés sur quelques grands objectifs prioritaires susceptibles de surmonter les handicaps dont je viens de parler.

Il est tout d'abord nécessaire de s'attaquer sur tous les fronts à la ségrégation, aux inégalités et aux échecs scolaires. C'est ce qui nous a conduits à soutenir la mise en place des zones prioritaires. Nous souhaitons, monsieur le ministre, que, partout où les problèmes se posent — et j'en parle d'expérience, comme

député des quartiers nord de Marseille — une concertation beaucoup plus large ait lieu entre les intéressés — parents, enseignants, élus, représentants de votre administration, mais aussi organisations de travailleurs ou encore universitaires des sciences de l'éducation, responsables des centres de recherche pédagogique ou de formation des maîtres, animateurs pédagogiques — pour dresser tout à la fois le bilan des besoins, établir une programmation des moyens, améliorer la formation des maîtres, définir, enfin, des expériences nouvelles développant à la fois l'innovation pédagogique, l'ouverture sur la réalité sociale et notamment le monde de la production, la démocratie. Une telle action devrait s'accompagner — et j'y insiste à nouveau — des mesures sociales indispensables.

Dans le même temps, un effort exceptionnel devrait être, selon nous, engagé avec l'objectif qu'aucun jeune ne sorte du système éducatif sans une solide formation professionnelle de base. Dans cet esprit, il est nécessaire que la formation technique soit réintégrée dans la formation générale tout au long du cursus scolaire, que les lycées d'enseignement professionnel et les lycées techniques s'ouvrent à des formations nouvelles, que les formations actuelles soient réorganisées et modernisées, en liaison avec le développement économique régional et national, l'évolution des sciences et des techniques, que des liens vivants s'établissent entre l'école et la production, notamment le secteur public élargi. Il est nécessaire aussi que l'éducation nationale participe activement à l'effort entrepris par le ministère de la formation professionnelle pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes sans formation.

Enfin, nous pensons qu'un ensemble de mesures peuvent d'ores et déjà être prises pour améliorer la qualité de l'enseignement, qu'il s'agisse d'une rénovation profonde de ses contenus et de ses méthodes, de la nécessité d'un pluralisme réel, de son ouverture à un plus large éventail de partenaires, de la mise en œuvre d'un plan de résorption d'ensemble de l'auxiliaire ou de la transformation de la formation de tous les maîtres dans le sens d'une élévation et d'une unification progressive.

Telles sont, monsieur le ministre, les observations du groupe communiste sur le projet de budget de l'éducation nationale qui nous est soumis. Nous souhaitons qu'elles puissent être prises en compte au cours de ce débat ou dans un proche avenir. Nous mesurons l'ampleur et l'importance de votre tâche et, je veux le redire, nous apprécions votre volonté, celle du Gouvernement, de rompre avec la politique de la droite en matière d'éducation et de s'engager enfin dans une voie nouvelle.

C'est pourquoi le groupe communiste votera le budget de l'éducation nationale pour 1982. (Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes.)

M. le président. La parole est à M. Pinte.

M. Etienne Pinte. Mesdames, messieurs, en écoutant certains de ceux qui m'ont précédé à cette tribune...

M. Didier Chouat. Lequel des deux ?

M. Etienne Pinte. ... parler de la politique de l'éducation nationale avant 1981, on pourrait croire que pendant vingt-trois ans rien n'a été fait.

M. René Haby. Cela fait plaisir à la nouvelle majorité de le croire !

M. Etienne Pinte. Dans la vie, rien n'est jamais totalement noir ou totalement blanc.

M. René Haby. Et rouge ?

M. Etienne Pinte. Un peu de mémoire, tout de même.

La prolongation de la scolarité, par exemple, que nous réclamions tous depuis longtemps, a quand même, il ne faut pas l'oublier, été réalisée pendant ces vingt-trois ans.

M. Pierre Zarka. Le « quand même » est de taille !

M. Etienne Pinte. En matière de constructions scolaires et de recrutement de personnels, des efforts ont été consentis.

M. Emmanuel Hamel. Et des résultats obtenus !

M. Etienne Pinte. Il ne faut pas oublier non plus que, pour la première fois depuis la guerre, le budget de l'éducation nationale a été, pendant plusieurs années, le premier budget de l'Etat...

M. Emmanuel Hamel. Eh oui !

M. Etienne Pinte. ... même si, malheureusement, ce n'est plus le cas depuis deux ou trois ans.

Bien sûr, tout n'était pas parfait, et ceux qui ont lu ou relu les rapports que j'ai rédigés, les années précédentes, comme rapporteur du budget de l'éducation, ont pu constater, monsieur le ministre, que je n'ai pas été complaisant envers vos pré-décesseurs.

M. Jacques Brunhes. Mais vous votiez le budget !

M. Didier Chouat. C'était le double langage !

M. Etienne Pinte. Dans de nombreux domaines que je rappellerai tout à l'heure, il y a eu, il faut le reconnaître objectivement, des insuffisances.

Le budget de l'éducation nationale, cela a été rappelé, progressera de 17 p. 100 en 1982 contre 14 p. 100 cette année.

M. René Haby. L'inflation n'est pas la même ! (Murmures sur les bancs des socialistes.)

M. Etienne Pinte. Monsieur le ministre, je présenterai cinq remarques préliminaires avant de vous poser trois séries de questions sur les problèmes de personnel, le budget de fonctionnement et celui d'investissement du ministère de l'éducation nationale. Je n'aborderai pas la question de l'enseignement privé, qui sera évoquée par ma collègue, Mme Missoffe.

Première remarque : je constate que le budget de l'éducation nationale progresse, pour la troisième année consécutive, moins vite que le budget de l'Etat : 17 p. 100 contre 27 p. 100, soit une différence de dix points.

Sans vouloir polémiquer, je me permets de vous rappeler, mes chers collègues, que l'écart, égal à deux points l'année dernière, a augmenté de huit points, et qu'il a été multiplié par cinq d'une année sur l'autre !

M. Didier Chouat. Ce sont des comptes d'apothicaires !

M. Etienne Pinte. Deuxième remarque : la part du budget de l'éducation nationale dans le budget de l'Etat s'élève à 17 p. 100. Cela signifie que le budget de l'éducation nationale resté — il faut le souligner — mais de justesse le deuxième budget de l'Etat après celui de la défense nationale.

Troisième remarque : les crédits de fonctionnement augmenteront de 30 p. 100, contre 12 p. 100 cette année. C'est une bonne mesure, il faut le reconnaître. Nous l'avions réclamée à de très nombreuses reprises et j'avais dit l'année dernière qu'il n'était pas normal, même si le procédé pouvait être de nature à favoriser les économies, de sous-évaluer systématiquement les dépenses de fonctionnement des établissements, surtout en période de forte inflation.

Quatrième remarque : les crédits d'équipement progressent de 13,5 p. 100, alors qu'ils connaissent les années précédentes une stagnation contre laquelle nous nous étions tous insurgés.

M. Bernard Poignant. Vous étiez contre, mais vous votiez pour !

M. Etienne Pinte. J'avais demandé à l'Assemblée de ne pas voter le budget d'investissement, ce que vos amis ont d'ailleurs fait. Nous étions donc, les uns et les autres, logiques avec nous-mêmes !

M. Jacques Brunhes. Pas au moment du vote final !

M. le président. Je vous en prie, mes chers collègues, M. Pinte a seul la parole.

M. Etienne Pinte. Cette augmentation de 13,5 p. 100 est un premier pas, il faut le reconnaître, vers un redressement tant attendu de ce chapitre budgétaire. Mais elle reste insuffisante, puisqu'elle prendra tout juste en compte la hausse du coût de la vie.

M. René Haby. A peine !

M. Etienne Pinte. Cinquième et dernière remarque : je constate avec satisfaction, monsieur le ministre, que, pour la première fois depuis longtemps, un certain rééquilibrage est amorcé entre les dépenses de personnel, qui représentent 88 p. 100 du budget en 1982, contre 90 p. 100 cette année, et les autres dépenses inscrites au budget de l'éducation nationale. Ce rééquilibrage, souhaité depuis longtemps, me paraît être une bonne chose.

Si le projet de budget qui nous est présenté traduit une nouvelle orientation en matière de recrutement quantitatif du personnel, puisque dix-sept mille créations de postes sont

prévues, nous ne voyons pas encore très bien, monsieur le ministre, au travers des choix catégoriels d'affectation de postes, quelle est votre politique sur le plan qualitatif.

En effet, si mon analyse budgétaire est bonne, pour les dix-sept mille créations de poste prévues au budget, il y a au moins trois mille titularisations, ce qui ramènera les créations nettes à environ quatorze mille postes.

Au sujet du problème épineux des titularisations, je souhaiterais connaître, monsieur le ministre, le nombre actuel d'instituteurs remplaçants et de maîtres auxiliaires. En ce qui concerne ces derniers, les chiffres les plus fantaisistes circulent. Dans une réponse que vous avez eu l'obligeance de me faire parvenir la semaine dernière, il est fait mention du chiffre de 32 000 en décembre 1980, mais aussi de celui de 50 000 et vous-même aviez avancé le chiffre de 40 000 en commission. En fait, qu'en est-il exactement ?

Toujours dans le même domaine, comment pouvez-vous expliquer que des rectorats recrutent encore ces jours-ci des maîtres auxiliaires dans toutes les disciplines, je dis bien toutes, et pas seulement dans des disciplines techniques, comme nous en avions l'habitude ? Cela ne me semble pas conforme à vos circulaires des 25 et 26 août dernier. Comment voulez-vous en sortir un jour si vos services continuent ce type de recrutement ?

Enfin, monsieur le ministre, puisque non seulement vos services ont réembauché les maîtres auxiliaires employés l'année dernière mais qu'ils en ont recruté d'autres cette année, c'est qu'ils en ont besoin. Alors, pourquoi ne pas résoudre en une seule fois ce problème lançant et régulariser leur situation en les nommant adjoints d'enseignement stagiaires ? Sur le plan financier ce devrait être une opération blanche puisqu'il s'agirait seulement d'une transformation de crédits.

Je voudrais également revenir sur une réponse que vous m'avez tenue à propos des indemnités de logement des instituteurs remplaçants titularisés. Vous me dites qu'il semble difficile de leur accorder un logement de fonction ; je le conçois. En compensation, ils perçoivent de l'Etat une indemnité de 1 800 francs par an. C'est vrai.

Mais je vous demande, monsieur le ministre, d'une part, de revaloriser cette indemnité qui ne l'a pas été depuis 1976 et, d'autre part, de tenir compte, pour la calculer, de la moyenne des indemnités versées par le département ou la commune où exercent les intéressés. Il n'est pas équitable que deux enseignants assurant un service semblable ne bénéficient pas d'une indemnité de logement à peu près identique.

Dans le domaine de l'enseignement spécialisé, 300 postes pour des groupes d'aide psychopédagogique — les G.A.P.P. — sont prévus dans le projet de budget pour 1982. Je me permets de souligner que cela fait cinquante postes de moins que l'année dernière, alors que ces structures — ceux qui sont responsables de l'enseignement dans leur commune le savent — sont très utiles dans les secteurs vulnérables pour aider les enfants en difficulté ou déceler les handicaps.

Je comprends d'autant moins cette mesure qu'elle va à l'encontre de la création des zones d'éducation prioritaires dans lesquelles, à mon sens, les G.A.P.P. pourraient jouer un rôle utile.

Enfin, je voudrais connaître vos intentions en matière de surveillance.

Ainsi que je l'ai indiqué tout à l'heure, le budget de fonctionnement enregistre une croissance heureuse. Cependant, j'ai quelques questions à vous poser sur la répartition de ces crédits.

D'abord, je voudrais connaître le nombre de lycées que vous comptez étatiser en 1982. Je vous avais posé cette question en commission, mais vous n'avez pu y répondre à ce moment-là, ce que je comprends parfaitement. A ce sujet, je désirerais savoir si vous avez envisagé un plan d'étatisation à long terme des établissements qui ne le sont pas encore, c'est-à-dire, essentiellement, des établissements du second cycle du second degré.

Ensuite, je me permets d'appeler votre attention sur le problème du financement des cours de musique à horaire aménagé dans les villes sièges de conservatoire.

A l'heure actuelle, le ministère de l'éducation nationale ne participe que pour une faible part aux dépenses de fonctionnement, à l'exclusion des dépenses de personnel qui sont supportées pour une petite part par le ministère de la culture et pour une grande part par les villes.

Je souhaiterais donc, monsieur le ministre, qu'en concertation avec M. le ministre de la culture, vous puissiez faire un effort supplémentaire, de façon que dans le cadre de la gratuité de la scolarité, en tout cas au moins jusqu'à seize ans,

les collectivités locales ne soient plus obligées de financer les frais de personnel dans ces écoles.

Enfin, tous les responsables des communes qui organisent des classes vertes souhaiteraient que l'Etat les aide, comme votre ministère le fait déjà pour les classes de neige. Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir nous indiquer votre position à ce sujet.

Le budget d'équipement est en redressement. Il permet de suivre à peu près l'actualisation des prix, ai-je dit au début de mon propos. Toutefois, monsieur le ministre, je vous poserai quelques questions.

Depuis quelques années, nous avons pu constater que la politique de création d'ateliers annexés aux collèges avait évolué et que les chiffres prévus au VII^e Plan n'ont pas pu être tenus. Comptez-vous poursuivre la réalisation de ces ateliers ? Le cas échéant, que nous proposez-vous à la place ?

Dans le domaine de la restauration scolaire, j'ai proposé depuis plusieurs années à votre ministère d'envisager d'accorder des aides aux communes qui sont susceptibles de fournir les repas aux lycées et collèges qui n'ont pas de cuisine. Aussi bien au plan de l'investissement que du fonctionnement, cela pourrait créer des économies heureuses. Je sais qu'une étude avait été réalisée par vos prédécesseurs, mais je n'en connais pas le résultat. C'est la raison pour laquelle je vous pose la question.

On a dénoncé plusieurs fois le manque de place dans les lycées d'enseignement professionnel. Il y a, dans ce domaine-là, un gros problème qui ne tient pas seulement au montant des crédits d'Etat.

Vous savez que les communes doivent fournir le terrain. Or, dans certaines régions comme celle d'Ile-de-France, les subventions pour les acquisitions foncières sont inexistantes, tant et si bien que, en particulier dans cette région où la charge foncière est très lourde en raison de l'urbanisation très dense, nombre de collectivités locales sont réticentes car elles ne reçoivent d'aide ni de la région ni de l'Etat.

Ne conviendrait-il pas, dès lors, soit que l'Etat abonde les crédits des régions pour leur permettre de financer une politique foncière, soit qu'il prenne à sa charge l'intégralité de la construction des lycées d'enseignement professionnel ?

M. le président. Monsieur Pinte, veuillez conclure, je vous prie.

M. Etienne Pinte. Je conclus, monsieur le président.

Si quelques coups de projecteur heureux apparaissent dans ce budget, il faut le reconnaître en toute objectivité, beaucoup de problèmes restent dans une ombre qu'il vous faudra faire disparaître, monsieur le ministre, pour nous convaincre de vos réelles intentions. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

M. le président. La parole est à M. Delehedde.

M. André Delehedde. Mesdames, messieurs, le budget de l'éducation nationale progresse moins vite que le budget de l'Etat et il n'est pas le premier budget de la nation.

Non, mes chers collègues, je ne me suis pas trompé de législation. Je me contente de constater des faits.

Pendant des années, nous avons, sur les banes de l'actuelle majorité, alors opposition, constaté l'insuffisance, souvent notoire, des crédits destinés à l'école sous toutes ses formes. Cette insuffisance n'a pas été sans conséquences sur la situation d'aujourd'hui et au risque d'entendre de ce côté de l'hémicycle, « l'héritage, encore ! » je ne puis qu'insister sur la dégradation des services publics de l'éducation engendrée par les politiques antérieures.

Nous comprenons, monsieur le ministre, que vous n'avez pu du jour au lendemain changer de cap, d'autant plus que la « matière » — que l'on me pardonne ce terme — c'est-à-dire l'enfant, l'adolescent, est si particulière et mérite tellement notre attention qu'on ne peut agir de manière précipitée et qu'il n'y aurait rien de plus décevant qu'une réforme de plus. Je ne pense pas, monsieur le ministre, que vous souhaitiez nécessairement attacher votre nom à une réforme, mais je suis certain que vous voulez une véritable transformation du système éducatif.

Nolons cependant, après les quelques réserves que j'ai formulées dès le départ, l'importance de l'effort consenti. Déjà le changement s'amorce, et l'esprit du 10 mai et du 21 juin apparaît : les besoins ne sont plus, comme par le passé,

systématiquement sous-évalués et les postes budgétaires insuffisamment dotés.

Je vous imagine, monsieur le ministre, arrivant rue de Grenelle et contemplant les difficultés accumulées par la gestion passée : arrêt du recrutement et ses conséquences, fermetures de classes, redéploiement féroce des moyens en hommes, vieillissement du corps, particulièrement tragique dans l'enseignement supérieur, blocage des crédits de fonctionnement entraînant une diminution des dépenses en moyens pédagogiques.

Qu'est-ce qu'une école ou, à la limite, seul le chauffage est assuré ? Qu'est-ce qu'une université où l'on rogne sur les crédits de fonctionnement pour payer les vacataires ? Triste tableau qui, chaque fois que nous le décrivions, faisait s'écrier nos adversaires qui nous reprochaient de dénigrer l'école et d'en altérer l'image alors que nous voulions la défendre.

Cette défense commence à se mettre en place dans le projet de budget qui nous est proposé. La progression est de 17,4 p. 100. Cela permettra de combler les manques les plus criants de la gestion précédente, et de faire inscrire ce budget dans l'orientation générale du budget de la nation, la lutte pour l'emploi. S'ajoutant à celles prévues dans le collectif budgétaire de juillet dernier, les créations de postes — 17 000 — montrent à quel point l'emploi est une priorité.

Les personnels n'ont bien entendu pas manqué de noter le manque de mesures catégorielles, et il faudra bien rapidement, dans une étape ultérieure, décider la revalorisation de la fonction enseignante et de la situation des personnels non enseignants.

Ceux-ci ont été oubliés dans le collectif, et vous avez vous-même, monsieur le ministre, dit qu'il s'agissait d'un oubli. La manière mérite qu'on la salue. Malraux, quand il avait la charge de l'information, déclarait : « Qu'il s'agisse de vendre de la savonnette ou d'extorquer le bulletin de vote, il n'y a pas de méthode qui ne soit à base de mépris de l'acheteur ou du votant. » Vous n'avez pas utilisé cette méthode, monsieur le ministre, et je tenais à vous en rendre hommage. Il y a eu un oubli : dans cette immense maison dont vous avez la charge, ce genre de choses peut arriver.

Les personnels non enseignants fournissent un bon exemple de ce qui doit être fait. Vous nous promettez plus de postes dès le 1^{er} janvier 1982. J'aimerais que vous nous rassuriez sur la possibilité d'organiser, pour cette date, les concours et le recrutement.

Par ailleurs, il faut bien voir que pour ces personnels non enseignants — personnels de service, personnels technique, de laboratoire, administratif, sociaux ou de santé — on ne peut créer de postes à ces niveaux sans créer, dans le même temps, des postes permettant la promotion, sous peine de bloquer les carrières.

Ainsi on ne peut créer à l'envi des postes d'ouvriers sans créer aussi des postes de maîtres-ouvriers. Comme il s'agit de personnels qui, en règle générale, ont des traitements modestes, je pense que ce type de mesure n'aurait pas grande incidence sur le budget de l'éducation nationale.

En définitive, pour que les personnels soient mieux considérés et mieux rémunérés, qualification et harmonie des carrières doivent être parmi les objectifs des prochains budgets de l'éducation nationale.

Je n'ai pas encore souligné, monsieur le ministre, que votre ministère avait accueilli en son sein l'éducation physique et sportive et que les universités y étaient revenues. Il resterait, pour aller encore plus loin dans le sens de la création d'un grand service public d'éducation, à intégrer l'enseignement agricole. Certes, monsieur le ministre, je vous vois mal revendiquant le contrôle de cet enseignement, sous peine d'être taxé d'impérialisme. Mais, au niveau gouvernemental, il importe d'envisager cette intégration car il s'agit là d'une demande qui mérite un examen rapide et sérieux.

Vous disposez donc, monsieur le ministre, de moyens et vous témoignez d'une volonté d'amélioration. Disposer de moyens, c'est bien. Les utiliser pour atteindre des objectifs qu'inspirent des principes clairement élaborés, c'est mieux. Malgré son aspect choquant, je sais que cette réflexion recueille votre assentiment.

Je sais aussi que vous êtes convaincu de la nécessité d'une réflexion générale sur l'enseignement au niveau de ses finalités, de ses lieux, de ses personnels, de ses contenus, de ses méthodes. Déjà, au niveau des principes, et vous disposiez pourtant de peu de temps, vous avez engagé la lutte contre les inégalités, ce qui est fondamental. En cela, vous allez dans le sens de la réflexion des socialistes et de leurs choix en matière d'éducation.

En créant les zones d'éducation prioritaire, vous avez mis en place un des fondements de l'école « inégalitaire », où l'on

donne plus à ceux qui sont les plus démunis, à ceux qui ne disposent pas des instruments nécessaires à l'adaptation à l'école que sont notamment le langage et le raisonnement logique. On peut discuter des critères, on peut discuter de la rigueur de leur application, on peut réclamer une démocratisation de la définition des zones, on peut même envisager d'autres zones que des zones géographiques. Mais il faudra surtout, et c'est encore au plan gouvernemental que le problème se pose, que dans tous les domaines des mesures de soutien soient mises en place dans ces zones, car l'éducation c'est l'affaire de l'école, mais c'est aussi, objectivement, l'affaire de ce que l'on appelle les « écoles parallèles », c'est-à-dire tous les milieux de vie auxquels l'enfant est confronté. La mise en place de mesures spécifiques convergentes, passe par une nécessaire concertation interministérielle.

La volonté de réduire les inégalités qui vous anime doit sous-tendre toute notre action. Dans cet esprit, j'insisterai avec force sur la priorité à donner à la petite enfance. Les socialistes ont fait des propositions dans ce domaine qu'ils considèrent comme une priorité absolue pour un gouvernement de gauche soucieux du développement optimal de l'individu. Ils souhaitent la création de maisons de l'enfance, structures de coordination regroupant les crèches, les écoles maternelles, les centres d'orthogonie, les centres de P.M.I., les services d'assistance sociale, les groupes d'aide psychopédagogique, les écoles de parents, les centres de loisir, bref, tout ce qui participe à l'éducation de l'enfant. Dans tous les domaines et à tous les niveaux de l'éducation nationale, on doit penser à mettre en place une véritable équipe éducative qui regroupe tous ceux qui suivent l'enfant dans sa vie à l'école, qu'ils soient personnels enseignant ou personnels non enseignant.

Ces maisons de l'enfance ne sont que le premier élément de l'école de base qui, pour nous, comprend l'éducation préscolaire, le cycle fondamental et le cycle polytechnique. Voilà la formation initiale que souhaitent les socialistes. Et les infléchissements par rapport à ce schéma qu'on voudrait, ici ou là, leur faire admettre ne peuvent être que des éléments à intégrer à leur réflexion et non des positions sur lesquelles il faudrait systématiquement s'aligner.

Avant de revenir plus en détail sur votre budget, je voudrais, monsieur le ministre, en liaison avec ce que je viens de dire, évoquer les problèmes de l'enseignement technologique. Pour les socialistes, qui l'ont clairement énoncé dans leur plan pour l'éducation nationale, « libérer l'école », l'école de base débouche nécessairement sur une formation et une qualification professionnelles de niveau V, pour tous, dans un premier temps.

J'insisterai sur ce point, car alors que l'accent est mis sur les problèmes d'emploi, l'absence de qualification professionnelle d'un grand nombre de jeunes et l'absence de formation professionnelle pour un plus grand nombre sont des éléments qui doivent conduire à s'interroger sur ce qui est fait dans ce domaine dans le budget de l'éducation du nouveau Gouvernement.

M. René Haby. Pas grand-chose !

M. André Delehedde. En ce qui concerne les moyens, le Gouvernement a fait plus que d'autres n'ont fait.

M. René Haby. Pas sûr !

M. André Delehedde. Les créations de postes programmées au titre des lycées d'enseignement professionnel apparaissent plus comme un rattrapage que comme un développement, et c'est un des points faibles qu'il faudra rapidement faire disparaître.

Les socialistes, monsieur le ministre, sont également préoccupés par le volume financier des activités de formation professionnelle permanente des établissements relevant du ministère de l'éducation nationale. Alors qu'en 1979, les actions à ce titre représentaient 3,8 p. 100 des crédits pour l'éducation et 1,7 p. 100 pour les universités, ce qui est peu, les dotations pour 1982 diminuent encore.

Je constate, dans d'autres budgets, que les moyens de l'apprentissage et des C.F.A. sont confortés. Ces constatations me conduisent, monsieur le ministre, à vous interroger sur les raisons de ce choix et sur la politique qui en découle. Cette politique, si elle se poursuivait, risquerait en fait de ne pas apporter la stimulation nécessaire à l'un des secteurs clés de la transformation du système éducatif.

Un autre sujet de préoccupation est le rôle des services publics dans les actions de formation continue. Je souhaite que vous nous rassuriez à ce propos.

Un autre point, qui pose problème mais qui ne résulte en fin de compte que de la loi actuelle, est l'enseignement privé. Les crédits de l'enseignement privé progressent de 21,8 p. 100.

M. René Haby. Ils étaient en retard !

M. André Delehedde. Vous savez bien, monsieur Haby, que ce n'est pas la raison !

Cette augmentation est due, pour une part, à l'application des mesures en faveur des maîtres, notamment pour les retraites, et à l'alignement sur la situation des maîtres du public.

M. Emmanuel Hamel. Heureuse mesure !

M. André Delehedde. Je ne vous contredirai pas sur ce point, monsieur Hamel.

L'augmentation est due pour une autre part à l'actualisation, sans rattrapage, du forfait d'externat et pour une troisième part à une croissance du nombre des contrats. Cette croissance révèle l'absurdité d'un système où l'Etat paie à guichets ouverts. Celui qui crée la dépense est irresponsable dans le domaine des recettes. Quand les créations de postes ont lieu alors qu'il existe des places dans les écoles publiques, il y a là une source de gaspillage des fonds publics qui est préoccupante. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.* — *Protestations sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

M. Emmanuel Hamel. La liberté n'est pas du gaspillage !

M. André Delehedde. Il faut au minimum que la carte scolaire s'applique, sinon il y a concurrence déloyale envers le service public. (*Mêmes mouvements.*)

Dans ce domaine, et sans vouloir rallumer en aucune façon les étincelles du dualisme scolaire, nous réaffirmons, fidèles en cela à nos principes, que seul un grand service public laïc et unifié de l'éducation permettra la disparition de ce dualisme. Nous demandons, nous socialistes et radicaux de gauche, que les négociations prévues à cet effet commencent dès que possible, puisque le budget pour 1982 — conforme à nos engagements — n'apporte, comme je viens de le rappeler, aucune modification aux rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privé sous contrat.

Cette situation, compte tenu des résultats de cette année, ne saurait durer. Il importe donc qu'un calendrier précis soit élaboré pour assurer l'intégration dans le service public des établissements qui le souhaitent.

Il est bien entendu que nous récusons tout endoctrinement et toute idée d'école officielle, et même tout monopole, monsieur Haby.

M. Emmanuel Hamel. C'est normal. C'est le pluralisme !

M. André Delehedde. Mais la formule : « A fonds publics, gestion publique » reste notre devise.

M. René Haby. Cela ne veut rien dire !

M. le président. Laissez conclure M. Delehedde.

M. André Delehedde. Pour terminer sur un aspect positif, j'évoquerai comment, dans ce budget, certaines erreurs passées commencent à être corrigées.

La nécessité de redresser les graves erreurs du passé se traduit par la volonté d'arrêter, sauf exception, le recrutement d'auxiliaires et de prévoir la titularisation de ceux qui sont actuellement en place.

De même, la dégradation des conditions d'enseignement dans les établissements est stoppée par une augmentation substantielle des crédits de fonctionnement : 35 p. 100 pour les lycées et les collèges et 30 p. 100 pour les universités. Le même redressement se traduit par une reprise de l'investissement dans les universités. Les esquisses d'une politique nouvelle apparaissent également dans un certain nombre de mesures significatives, autres que les Z. E. P., notamment l'augmentation importante — plus de 33 p. 100 — de la subvention de fonctionnement pour la recherche pédagogique ou la prise en charge partielle par l'Etat de l'indemnité de logement des instituteurs.

Quelques insuffisances demeurent encore. La formation continue des personnels, si importante pour la transformation de notre système éducatif, n'est pas encore relancée, mais on n'a pas bâti Paris en un jour. Il faudra cependant que l'on y pense assez vite.

L'aide sociale, également insuffisante, est la parente pauvre de ce budget ; elle est inchangée pour les écoles et collèges, donc diminuée en pouvoir d'achat ; elle suit tout juste le coût

de la vie pour les lycées ; elle est inférieure à celui-ci pour les universités. Un gros effort dans ce domaine reste à faire, et très vite.

En conclusion, la rénovation du système éducatif, pour laquelle le parti socialiste a fait des propositions, dont l'architecture générale est développée dans le plan socialiste pour l'éducation, nécessite certes des moyens nouveaux, mais aussi des réformes de type qualitatif qui apparaissent difficilement dans un projet de loi de finances.

Le projet de budget pour 1982 permet de rectifier les erreurs passées, il donne une bouffée d'air, il fournit le temps de la réflexion pour la mise en place progressive d'un fonctionnement autre du système éducatif, un fonctionnement plus en harmonie avec les aspirations qui se sont concrétisées le 10 mai 1981 et les nécessités du développement économique et social de notre pays.

Devant ce souffle d'espoir, devant cette volonté de transformation, volonté mesurée, raisonnée, mais ferme, les socialistes ne peuvent qu'applaudir et approuver. Ils voteront le budget de l'éducation nationale. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

M. le président. La parole est à M. Hage.

M. Georges Hage. Monsieur le ministre, lors de cette première étape de la rénovation de l'université que constituait l'abrogation de la loi Sauvage, j'ai, en tant que rapporteur, souligné la dégradation des enseignements supérieurs sous les gouvernements précédents.

Vous avez parlé de deshérence, monsieur le ministre. Le bilan de cette période est, en effet, accablant. Il dit l'intolérable ségrégation lorsqu'il dénombre à peine 12 p. 100 d'enfants d'ouvriers dans l'université française, un étudiant sur deux devant d'ailleurs travailler pour pouvoir étudier. Il dit les gâchis inacceptables lorsque la moitié des étudiants entrant en premier cycle sont éliminés avant la fin de celui-ci et les effets désastreux que l'on sait sur la vie matérielle des établissements, sur la recherche universitaire, sur la carrière des personnels.

Il dit enfin l'inadaptation persistante à toute une série de besoins nouveaux émergeant de la crise, dans un monde en rapide mutation scientifique, sociale et culturelle.

Ce constat appelle des mesures novatrices et hardies pour inverser sans plus tarder la tendance.

Le pays a en effet besoin d'un dispositif de formation supérieure et de recherche de haut niveau, largement ouvert sur la vie sociale, contribuant activement à l'effort scientifique national, donnant à tous les étudiants une solide formation générale et professionnelle. Que l'on songe en particulier à toute la place que devrait occuper l'enseignement supérieur dans la lutte pour l'emploi, notamment en participant avec son vaste potentiel aux stages de qualification et d'insertion professionnelles. C'est dire, du même coup, combien le renouveau de l'Université est une grande tâche nationale.

Nous portons notre appréciation sur le budget de l'enseignement supérieur au nom de cette exigence qui n'est pas inscrite à l'horizon des temps lointains, mais qui appelle des mesures immédiates. Après les mesures positives prises cet été — collectif, habilitations, maintien en fonction des assistants — le budget contient des dispositions qui amorcent un redressement réel, notamment pour la recherche et pour les postes.

Les créations annoncées esquissent une nécessaire politique de rajeunissement des équipes, d'amélioration de l'encadrement, de meilleure réponse aux besoins. Les 400 postes destinés à intégrer des vacataires doivent être le premier élément d'un plan complet d'intégration de ces personnels. Leur répartition devrait relever d'une commission nationale démocratiquement constituée. Mais il faut avant même cette intégration, assurer à tous les vacataires un traitement mensualisé et une couverture sociale permanente.

D'autres aspects de ce budget nous préoccupent sérieusement. Globalement, sa croissance est faible et il ne semble pas susceptible, en l'état, d'opérer les rattrapages nécessaires. C'est tout particulièrement vrai, monsieur le ministre, pour l'aide sociale aux étudiants.

L'augmentation des crédits pour les bourses de 7 p. 100 est très insuffisante et ne saurait permettre le rattrapage de leur pouvoir d'achat, alors que le prix d'une chambre en cité universitaire et celui du ticket de restaurant dépassent aujourd'hui, sur un mois, le montant d'une bourse du plus haut échelon !

C'est vrai aussi pour les transformations de postes en vue du déblocage des carrières. De plus, ce budget risque d'être réparti selon les procédures technocratiques mises en place par Mme Sau-

nier-Séité. Il ne serait pas concevable que persistent plus longtemps ces procédures.

Au-delà de ce budget, qui ne peut régler les problèmes graves que j'évoquais tout à l'heure, vous vous êtes engagé, monsieur le ministre, à proposer à la rentrée 1982 une profonde réforme de la loi d'orientation qui portera sur les structures, les finalités et la place de l'Université dans la Nation.

Mais pour que cette réforme soit efficace, il faut qu'elle soit préparée par un très large débat démocratique, avec la participation de tous les partenaires de l'Université. Les prochaines élections universitaires, qui concernent près d'un million de citoyens — étudiants, enseignants, personnels A. T. O. S. — devraient permettre l'ouverture de ce débat.

Tous les moyens promis doivent être mis en œuvre sans tarder pour un déroulement démocratique et une très large participation à ce vote, qui sera un point d'appui solide pour la prise en main des problèmes universitaires par l'ensemble des intéressés.

Il convient également, dès cette année, d'aller plus vite et plus loin en prenant des mesures significatives.

En priorité, il faut revaloriser l'aide sociale, les bourses et les autres formes de lutte contre la ségrégation et l'échec, comme l'orientation et le soutien pédagogique.

Il faut ouvrir largement les universités aux travailleurs en activité, en développant la formation continue comme une dimension à part entière, et non marginale, du travail universitaire.

Il faut développer et rénover les formations dans le sens d'une carte universitaire cohérente, démocratiquement élaborée, fondée sur de nouvelles liaisons entre recherche, production et régions, moteur du développement universitaire et, dans cette voie, accroître le nombre de places en I. U. T., multiplier les formations d'ingénieurs et favoriser l'intervention de l'Université dans la formation de tous les maîtres.

Il faut élargir partout la démocratie et créer les conditions d'un véritable pluralisme, qui reste bien souvent à conquérir.

Il faut apurer le contentieux sur les carrières des personnels et ouvrir la négociation pour une profonde réforme de ces carrières, dans le cadre de la fonction publique.

Nous sommes ambitieux pour l'enseignement supérieur. Nos propositions précises et réalistes ont pour but d'avancer sans tarder vers la solution de ses problèmes et la mise en valeur de ses atouts au bénéfice de toute la nation. (Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes.)

M. le président. La parole est à M. Barrot.

M. Jacques Barrot. Monsieur le ministre, les Français mesurent l'importance primordiale que revêt pour l'avenir du pays la qualité du service éducatif. C'est dire combien ils sont attentifs aux orientations que vous lui donnerez.

Vous avez été conduit, dans un premier temps, à donner à vos principaux interlocuteurs, par l'attribution de moyens supplémentaires, des satisfactions d'ordre quantitatif; mais il est clair qu'une telle attribution annuelle ne peut tenir lieu de politique éducative.

Les Français savent qu'une action en profondeur est nécessaire et un travail d'adaptation a déjà été entrepris: institution du collège unique, rénovation de la formation des instituteurs, mise en place de l'éducation concertée pour les élèves des L. E. P. Ce travail d'adaptation doit être poursuivi avec détermination.

Les parents sont doublement préoccupés. Les vrais problèmes de l'école sont-ils bien perçus? Leur participation à l'œuvre éducative de l'école sera-t-elle bien assurée dans la décennie qui vient?

J'aurais aimé me faire l'écho de leurs préoccupations, mais elles seront reprises par d'autres orateurs. Je me bornerai dans un premier temps, à vous interroger sur deux points particuliers qui appellent des précisions: la politique des zones d'éducation prioritaire et la façon dont la décentralisation se traduira dans le système éducatif. Il s'agit en effet de deux questions très importantes qui permettent de poser les problèmes de fond du système éducatif.

La zone d'éducation prioritaire est une idée séduisante. Comment ne pas être d'accord pour lutter contre l'échec scolaire et tenter de compenser à travers l'institution scolaire les inégalités sociales?

M. Emmanuel Hamel. Bien sûr!

M. Jacques Barrot. Mais, monsieur le ministre, comment allez-vous faire?

Première question: quelle est la part de la population scolaire qui, dans votre esprit, doit être concernée?

Seconde question, la plus importante: comment allez-vous constituer les équipes d'éducateurs qui prendront en charge les élèves de ces zones? Car à quoi serviront des moyens supplémentaires s'ils ne sont pas utilisés par des personnes capables de traiter ces problèmes spécifiques? Or vous savez bien que les zones les plus désertées sont aussi les plus désertées par les personnels enseignants. Je ne mets pas en cause les personnes, mais les droits acquis des plus gradés et des plus anciens des enseignants font que les classes les plus difficiles échoient le plus souvent à des personnels enseignants auxiliaires ou à des titulaires inexpérimentés.

M. Jean-Claude Cassaing. A qui la faute?

M. Jacques Barrot. Probablement au système. Je ne suis pas de ces procureurs qui essaient de pourfendre les hommes. (Exclamations sur les bancs des socialistes et des communistes.) Peut-être ai-je tort, mais j'ai tendance à voir en chaque être humain un homme de bonne volonté. Je crois cependant qu'à partir d'un certain moment le système travaille contre la bonne volonté des hommes.

Je poserai donc une question à M. le ministre de l'éducation.

M. Bernard Derosier, rapporteur pour avis. De l'éducation nationale!

M. Jacques Barrot. En effet. Comment, monsieur le ministre de l'éducation nationale, pourrez-vous remettre en cause certaines règles qui régissent actuellement les mutations et les affectations, de façon à permettre à des enseignants qualifiés d'être affectés dans ces zones prioritaires?

Aurez-vous l'accord des organisations syndicales? Le cas échéant, pourrez-vous passer outre?

L'exemple des zones d'éducation prioritaire illustre en effet, monsieur le ministre de l'éducation nationale, les rigidités d'un système éducatif aussi centralisé que le nôtre. Cette remarque me conduit à vous poser une deuxième question sur la décentralisation. Celle-ci, dans la mesure où elle est souhaitable, doit être réussie. Or, ce serait la compromettre que de l'utiliser uniquement pour satisfaire des conceptions par trop catégorielles et corporatistes.

Là aussi, il vous faudra mener une action très volontariste. Et, pour réussir, il vous faudra faire appel à une participation des familles plus active, afin de donner à cette participation un champ d'action plus large et plus concret.

La loi de 1975 a eu le grand mérite d'instituer la participation, mais les parents risquent de se désintéresser de cette formule si elle ne porte pas sur des sujets plus étendus. Il n'est plus possible d'opposer à l'intervention des parents une conception de la pédagogie qui en fasse l'apanage des maîtres. Cette participation ne doit pas pour autant conduire à un contrôle tatillon des parents, mais à une sorte de copilotage, afin de prendre en compte l'unité de la personne de l'enfant. En effet, il n'y a pas d'un côté l'élève et de l'autre l'enfant membre d'une famille; il y a une perpétuelle osmose entre ces deux manifestations de vie quotidienne, aucun projet éducatif ne saurait l'oublier.

Monsieur le ministre, comment entendez-vous mettre en œuvre cette double chance de décentralisation et de participation des familles? La réponse à ces deux questions me semble en effet sous-tendue par la conception qu'on a du partage des responsabilités entre l'Etat, les collectivités locales et les familles et de la liberté de ces dernières à l'égard du service éducatif.

Vous ne serez donc pas étonné, monsieur le ministre, que j'évoque maintenant le problème du secteur privé de l'enseignement.

Vous avez réaffirmé votre volonté d'ouvrir le dialogue avant de prendre position sur le fond. Les responsables de l'enseignement privé ne se déroberont pas à cette invitation; encore faut-il qu'il s'agisse d'une explication loyale, sans arrière-pensée, sans qu'aucune pression ne s'exerce. Je profite de l'occasion qui m'est offerte pour regretter la manière dont a été entamée la discussion sur l'enseignement agricole privé.

M. Emmanuel Hamel. Eh oui!

M. Jacques Barrot. Encore faut-il que ce dialogue mette fin à un sentiment de précarité qui, s'agissant d'un système éducatif, est particulièrement insupportable à ses responsables et aux familles.

Oui, monsieur le ministre, il faudra lever les doutes et les craintes. Ce serait en effet mépriser les familles françaises que d'organiser une disparition lente et sournoise d'un secteur éducatif auquel elles confient leurs enfants.

J'expliquerai ce qu'est, et que doit être, ce que veut être le secteur de l'enseignement privé. C'est une erreur d'affirmer qu'il ne concerne qu'une minorité de familles françaises. D'ailleurs, les familles françaises ne se classent pas en deux catégories, celles qui confient leurs enfants à l'enseignement public et celles qui les confient à l'enseignement privé.

Au contraire, les flux de passage d'un type d'enseignement à l'autre vont croissant depuis quelques années. Ainsi, en 1980, 70 000 enfants du secondaire sont passés du privé au public et plus de 100 000 ont suivi le chemin inverse. On peut en conclure que de nombreuses familles recherchent tout simplement l'établissement le mieux approprié aux besoins de leurs enfants ou de leur enfant.

On prétend souvent que l'enseignement privé dispose de moyens illimités, alors que les contraintes budgétaires pèsent sur l'enseignement public. Il est exact que, si leurs effectifs croissent, l'Etat accorde aux établissements sous contrat les moyens d'y faire face. Mais, à l'inverse, la diminution des effectifs entraîne la suppression des moyens.

Si la réussite est récompensée, l'échec est sanctionné.

Il faut prendre la mesure d'un chiffre particulièrement significatif : le secteur de l'enseignement privé consomme 12,9 p. 100 des crédits budgétaires alors qu'il scolarise 16,7 p. 100 des jeunes en formation.

Enfin, on présente parfois le secteur privé comme dispensant un enseignement particulariste. C'est oublier que le contrat d'association place l'établissement sous le contrôle de l'Etat et lui impose des contraintes claires. Les personnels enseignants sont inspectés par les mêmes corps d'inspection. Les décisions d'orientation prises pour le secteur public s'imposent aux établissements privés. De plus, les horaires et les programmes d'enseignement sont les mêmes.

Ayant pris une plus juste mesure du secteur privé, peut-on nier qu'il apporte des réponses intéressantes aux attentes des familles d'aujourd'hui ?

Le Gouvernement fait de la lutte contre le chômage des jeunes sa première priorité ; celle-ci passe par une meilleure adaptation des formations aux emplois. Comment un enseignement professionnel qui réalise dans des conditions très souples l'adaptation des formations aux emplois ne constituerait-il pas un apport intéressant pour le système éducatif ? Les établissements privés nous offrent de bons exemples de gestion associative où parents, enseignants et chefs d'établissement participent au fonctionnement de l'école : leur gestion est indépendante des intérêts privés, à l'abri des structures bureaucratiques, au service d'un projet éducatif.

Pourquoi vouloir les faire disparaître, au lieu de s'en inspirer dans certains cas ? Le secteur privé nous offre également de très bons exemples de déconcentration et de décentralisation. Les décisions sont prises au niveau des intéressés : les organismes sont à l'échelle humaine ; les équipes pédagogiques se constituent en fonction des caractéristiques propres à l'établissement, du profil social et intellectuel des élèves, de l'identité culturelle de la ville et de sa région. Dix mille établissements pour deux millions d'enfants, monsieur le ministre, cela fait presque un centre de décision pratiquement autonome pour deux cents enfants !

Voilà pourquoi il faut, selon moi, refuser une assimilation du secteur privé qui signifierait sa disparition ou son rejet dans un ghetto et choisir la seule voie féconde, la voie contractuelle, qui permet de dépasser la concurrence entre établissements par la complémentarité.

Vous me permettez, monsieur le ministre, d'évoquer le service sanitaire et social de la France, qui a été très enrichi par la contribution pluraliste et décentralisée du mouvement associatif. Quelle régression si venait à disparaître, demain, l'Union nationale des œuvres privées sanitaires et sociales, et avec elle toutes ses réalisations ! Quelle régression si toutes ces écoles qui ont innové sur le plan pédagogique étaient demain mises en cause !

M. Emmanuel Hamel. Eh oui, quelle régression !

M. Jacques Barrot. Pour moi, monsieur le ministre, la démocratie contractuelle constitue, dans notre société où subsistent tant de conflits d'intérêts et de tensions un progrès dont nous devons être conscients.

Qui dit démocratie contractuelle dit dialogue et échange, recherche permanente d'aménagements et de corrections, esprit d'ouverture et de concertation, reconnaissance d'une responsabilité commune.

La loi de 1959, complétée en 1977, a mis en œuvre une politique contractuelle. Rien n'empêche de la parfaire dans la même logique en faisant que les écoles du secteur privé conservent la triple autonomie qui les caractérise : la possibilité de pouvoir constituer librement une équipe pédagogique autour d'un chef d'établissement, c'est-à-dire la faculté de maintenir la personnalité de l'établissement et l'identité de son projet éducatif ; la formation initiale et permanente de son corps enseignant ; enfin, la liberté de poursuivre une gestion associative à l'échelle de chaque établissement.

Nous croyons à cette démarche contractuelle, gage d'efficacité et de réconciliation. C'est cette approche contractuelle et décentralisatrice qui seule peut nous permettre d'avancer. Un secteur privé associé au service éducatif offre l'occasion de donner la parole à la diversité qui fait la richesse de notre culture et de nos traditions, toujours menacées par les tentatives d'uniformisation d'un Etat centralisé. Plus le pluralisme s'appauvrit, plus la liberté en souffre.

Monsieur le ministre, je terminerai cette brève présentation des problèmes...

M. Jean Valroff. Brève ?

M. Jacques Barrot. ...en affirmant que nous sommes à la croisée des chemins : je le dis comme je le pense.

D'un côté, il y a le risque de diviser très profondément les Français au nom de l'idéologie, en appauvrissant le service éducatif français et en le privant d'un apport très précieux.

M. Jean Valroff. Et M. Guerneur, il ne faisait pas d'idéologie ?

M. Emmanuel Hamel. La loi qui porte son nom est une loi de liberté et de respect des personnes !

M. le président. Je vous en prie, mes chers collègues, laissez terminer M. Barrot.

M. Jacques Barrot. De l'autre côté, la chance de réunir tous les Français autour de la rénovation de leur système éducatif. Je veux trouver dans la courtoisie de mes collègues de la majorité, qui m'ont écouté, ainsi que dans votre attitude, toute de dignité, devant ce dossier difficile, monsieur le ministre, l'espérance que nous saurons, dans ce domaine, faire taire les vieilles querelles qui nous ont fait tant de mal pour ne penser qu'à une chose : l'avenir de ce pays. *(Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)*

M. le président. La parole est à M. Louis Lareng.

M. Louis Lareng. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, le budget de 1982 va apporter aux universités françaises une bouffée d'oxygène en crédits de fonctionnement et en emplois de toutes catégories. Elles en avaient grand besoin : il faut s'en féliciter ; il faut continuer car nous avons beaucoup de retard.

Mon intervention se limitera à trois questions qui me paraissent essentielles : la situation financière des universités, leurs problèmes de personnel, leur autonomie.

Premièrement, la situation financière.

Durant les cinq dernières années, le pouvoir d'achat des universités s'est dégradé dans des proportions importantes, sous le double jeu de l'inflation et de la progression trop réduite des subventions, voire de leur diminution dans certains secteurs.

Malgré une politique draconienne d'économies — une université que je connais bien a réduit de moitié sa consommation de chauffage — les dépenses liées à l'infrastructure générale ont crû aux dépens des moyens consacrés à l'enseignement.

De tous côtés, on me signale les prémices d'une baisse de la qualité de l'enseignement, vu l'insuffisance des moyens à consacrer au renouvellement et au remplacement du matériel d'enseignement : matériel de travaux pratiques, ordinateurs, etc.

L'effort consenti cette année va permettre d'arrêter cette dégradation. Il devra s'accompagner d'une réflexion approfondie sur les critères de répartition entre l'ensemble des établissements et éviter le saupoudrage, qui aboutit au gaspillage. Dans certains cas, notamment pour les bibliothèques, la régulation préférentielle par l'éducation nationale serait plus efficace.

De plus, si nous voulons une autre Université dans le cadre de la nouvelle loi d'orientation prévue pour l'an prochain, le budget de l'éducation nationale devra croître au rythme du budget de l'Etat.

Deuxièmement, les problèmes de personnel : l'importance de celui-ci dans l'accomplissement des missions de l'enseignement supérieur n'échappe à personne. Je pense en particulier à la formation permanente dont le développement exige des moyens appropriés. Une participation efficace des moyens humains à la réalisation des objectifs des universités est le critère premier d'une bonne gestion.

Malheureusement, il existe bien des obstacles et des freins sur cette voie. La très grande diversité et l'hétérogénéité des statuts, ainsi que des déroulements de carrière et des rémunérations, à diplômes ou fonctions équivalents, sans oublier la lourdeur et parfois l'arbitraire des procédures de choix ou des modes de recrutement sont créatrices de tensions, d'insatisfactions, de rancœurs et de découragements.

Considérons, entre autres, un exemple pris dans le domaine de l'enseignement médical. Il serait anormal de ne pas créer, sous prétexte qu'ils sont par nature contractuels, au moins cent postes de chef de clinique dès 1982. L'absence de création au cours de ces dernières années se traduit déjà par une carence de la formation des médecins sur le terrain dans la lutte contre la maladie.

La remise en ordre des statuts de tous les personnels — et l'augmentation du nombre de ceux-ci — leur harmonisation, ainsi que la disparition des sous-classements et des blocages de carrière sont à l'ordre du jour depuis 1968. Cette affaire essentielle, qui devra être abordée avec courage et détermination, doit être l'un des points forts d'une action en faveur de nos universités et elle doit déboucher sur un plan de recrutement.

Troisièmement, l'autonomie. Elle est nécessaire aux établissements d'enseignement supérieur pour fixer leurs priorités selon les besoins régionaux, nationaux et même internationaux.

Sans autonomie, l'Université, privée de sa capacité d'adaptation, reste enfermée dans sa tour d'ivoire. S'agissant, par exemple, des unités d'enseignement et de recherche d'éducation physique et sportive, il est indispensable, ainsi que vous l'avez déjà commencé, monsieur le ministre, de permettre à ces U.E.R. de s'épanouir dans le cursus des études de l'enseignement supérieur et d'assurer la formation de tous les enseignants en éducation physique, ce qui suppose l'intégration des professeurs adjoints dans le corps des certifiés.

Le législateur peut favoriser le progrès en réexaminant ces entraves à l'autonomie qui découlent de l'existence d'U.E.R. à statut dérogatoire et en considérant les I.U.T. comme des établissements d'enseignement supérieur pareils aux autres.

Comment un conseil d'université peut-il exercer son action autonome quand lui échappent des secteurs entiers, protégés par des dispositions dérogatoires, par exemple le choix de certains enseignants ?

Je pourrais développer des exemples semblables à propos de la recherche car les universités doivent s'insérer dans une politique déterminée par des instances scientifiques où elles ne sont pas représentées à qualité.

Pour prendre mieux en main leur destinée, les universités doivent consolider la gestion de leurs moyens et de leurs activités. C'est affaire de volonté et de mentalité, mais c'est aussi un domaine technique où les universités ont besoin d'une aide matérielle, telle que celle des ordinateurs de gestion.

De plus, les universités doivent se préoccuper du soutien social de leurs étudiants. Actuellement, les C.R.O.U.S. et les services de médecine préventive, insuffisamment pourvus en moyens, sont aussi trop éloignés des structures universitaires. Dans ce cas, le projet de budget présenté ne permet pas de nette amélioration. Mais, monsieur le ministre, connaissant votre volonté, nous sommes sûrs que vous saurez résoudre ce grand problème !

Telles sont les quelques idées qu'en ma qualité d'ex-président d'université je tenais à livrer à votre réflexion. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. le président. La parole est à M. Zarka.

M. Pierre Zarka. Monsieur le ministre, mes chers collègues, si, dans l'ensemble, le projet de budget va dans le sens des souhaits maintes fois formulés par le groupe communiste, nous avons déjà eu l'occasion de montrer que certaines dotations restaient insuffisantes.

Tel est le cas notamment de celles de l'éducation nationale où, à notre sens, en dépit de l'importance réelle de certaines mesures, le secteur des enseignements techniques, plus particulière-

ment celui des lycées d'enseignement professionnel, reste un secteur pauvre.

Avec un millier de créations d'emplois d'enseignants prévues et dix créations de L.E.P. programmées, ce qui représente un acquis, nous restons encore loin du compte, eu égard au retard accumulé ces dernières années.

En cette rentrée, plusieurs dizaines de milliers de jeunes, 40 000 à peu près, n'ont pu trouver de places en L.E.P. Ce n'est là qu'un des aspects du lourd héritage des gouvernements précédents qui ont toujours laissé pour compte ce secteur de notre enseignement, le réduisant à n'être qu'une impasse. Ainsi, un effort prioritaire doit être engagé résolument dans ce domaine.

La formation que l'on appelle « générale » doit être repensée pour inclure désormais à part entière les formations techniques, technologiques et professionnelles. Les enseignements techniques longs et courts doivent, en effet, occuper une place centrale dans une nouvelle conception de l'éducation nationale.

Nous ne pouvons plus concevoir un développement séparé de ce que l'on appelle la culture générale, d'une part, et la formation professionnelle, d'autre part. L'une et l'autre doivent relever d'une véritable complémentarité. Les enseignements techniques, plus particulièrement ceux dispensés dans les L.E.P., ne doivent plus être les voies de sortie du système éducatif pour tous les jeunes victimes d'échecs scolaires répétés.

L'œuvre de redressement, qui prendra du temps, exige des moyens, mais elle ne peut plus être retardée. C'est pourquoi il importe d'accroître les premières mesures prises en dotant de crédits supplémentaires les L.E.P. pour qu'ils en aient des moyens en équipement, en personnel et en constructions nouvelles.

Le redressement suppose, en même temps, que le nombre des L.E.P. préparant à des métiers industriels modernes augmente et que les jeunes filles puissent y avoir accès sans être automatiquement destinées au secteur tertiaire.

Par ces mesures, ce qui est en jeu, c'est la possibilité de tarir la source des exclusions massives d'élèves sans formation. Quand on sait que les victimes sont presque exclusivement des enfants de familles ouvrières, on voit que le redressement ne peut s'opérer vraiment sans un effort parallèle et net de justice sociale, qui touchera le relèvement des bourses, la prime de premier équipement, le coût de l'internat et des transports scolaires, entre autres. Mais il nous semble fondamentalement, aussi, d'accompagner ces mesures quantitatives par des mesures spécifiques élargissant les possibilités de qualifications nouvelles tant dans l'enseignement court que dans l'enseignement long.

Là aussi, il faut des moyens supplémentaires pour s'adapter à l'évolution des technologies nouvelles, sans quoi nous risquons de compromettre durablement la fiabilité de l'enseignement technique public.

Cette nécessaire adaptation aux technologies nouvelles faciliterait également la promotion d'une véritable innovation pédagogique, en permettant entre autres d'élever le niveau scolaire — je pense à la prise de contact avec la haute technicité par des jeunes qui étaient orientés négativement par l'échec — vers les filières techniques.

Choisir cette voie, c'est prendre toute la dimension de l'ouverture de l'école sur la vie, c'est choisir de s'engager dans la lutte contre l'échec scolaire et ne plus séparer la formation professionnelle des jeunes de leur insertion sociale.

L'ouverture de l'école sur la vie concerne tous les jeunes et tous ceux qui participent à leur formation. C'est pourquoi on ne saurait réduire cette ouverture à des « séquences éducatives » réservées aux seuls élèves de l'enseignement technique.

Il est donc urgent d'établir des rapports neufs entre l'éducation nationale et les entreprises. Dans ce cadre, nous pensons que le secteur public et nationalisé, récemment élargi, a un rôle pilote à jouer.

Dans l'année qui vient, le ministère de l'éducation nationale pourrait mettre en place une série d'expériences avec des L.E.P. et des lycées techniques associés à de grandes entreprises du secteur public industriel et commercial.

Ce serait là un premier pas qui marquerait, dans le cadre de la rénovation du service public de l'éducation nationale, la volonté du Gouvernement de promouvoir une grande mutation pédagogique de l'enseignement.

Enfin, notre démarche en faveur d'un effort plus soutenu pour ce secteur de l'éducation nationale se justifie également par notre souci de voir les L.E.P. et les lycées techniques jouer un grand rôle dans l'action du Gouvernement qui s'est engagé à donner une formation à ces dizaines de milliers de jeunes exclus, jeunes chômeurs sans qualification.

A cet effet, les enseignements techniques peuvent être d'un apport original et précieux dans la mise sur pied des centres d'enseignement professionnel.

Doter de moyens supplémentaires les établissements d'enseignement technique, c'est donc leur permettre de tenir toute leur place, et d'apporter leur pierre dans l'immense chantier ouvert avec les comités locaux pour l'emploi ou les contrats de solidarité.

Nous sommes sûrs qu'ainsi nous pourrons contribuer, ensemble, à répondre aux aspirations nées du 10 mai. (*Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes.*)

M. le président. La parole est à M. Guyard.

M. Jacques Guyard. Je ne traiterai que de la recherche universitaire — mais la recherche en général est, chacun le sait, une des priorités les mieux affirmées dans ce projet de budget.

Dans ce domaine, plus de 80 p. 100 de la recherche fondamentale française, et une grande part de la recherche appliquée, ont lieu dans le cadre des universités grâce aux 42 000 enseignants-chercheurs qui y travaillent et aux personnels techniques et administratifs qui les secondent. C'est montrer le rôle fondamental, pour l'avenir intellectuel et économique du pays, du budget des enseignements supérieurs. Mais c'est mettre aussi en relief le risque très grave qui a été pris pendant le dernier septennat avec l'arrêt presque total du recrutement de nouveaux enseignants-chercheurs, la stagnation de la dotation en moyens matériels des universités, et la campagne de démolition des universitaires et des étudiants, menée par votre prédécesseur, monsieur le ministre.

Ce budget, heureusement, dégage enfin les perspectives. La plus essentielle peut-être est la création de 1 798 emplois d'enseignants-chercheurs, ce qui, pour une génération bloquée depuis 1975, équivaut à la réouverture d'une carrière, à un moyen de ne pas stériliser les meilleurs des jeunes cerveaux de notre pays. D'autant que les moyens suivent dans les budgets du C.N.R.S. et des grands instituts de recherche, pourvoyeurs indispensables de la recherche universitaire, et dans votre propre budget — en particulier par les moyens mis à la disposition des universités pour l'équipement des laboratoires, pour les personnels techniciens et ouvriers, ainsi que pour l'approvisionnement de cet instrument vital au service des chercheurs que sont les bibliothèques.

Enfin, ce budget consolide la situation des multiples vacataires, contractuels, hors statut, boursiers qui, au prix de graves sacrifices, ont assuré pratiquement depuis 1975 le renouvellement de nos équipes de recherche.

Néanmoins, par son ampleur même, ce projet de budget obligera à résoudre l'an prochain des problèmes nouveaux : carrière des personnels, en particulier des personnels techniques, dépourvus de statut clair depuis 1967 et continuité démographique dans le recrutement des chercheurs — il faut un plan pluri-annuel afin d'éviter les phases creuses, comme celle que nous venons de connaître, désastreuses pour la continuité de la recherche.

En outre, la séparation des universités et de la recherche suppose, pour que celle-ci retrouve la place éminente que lui vaut le rôle de ses 42 000 enseignants-chercheurs, une coordination très étroite entre les deux ministères principalement concernés, celui de l'éducation nationale et celui de la recherche.

La coordination est nécessaire, d'abord pour l'évaluation des actions menées. Le C.N.R.S. et le C.S.C.U., démocratisés, devront garder leur rôle d'évaluation par discipline des actions de recherche. De ce point de vue, il est souhaitable que des représentants des chercheurs participent aux travaux du comité consultatif des universités.

Ensuite, il faut établir des passerelles entre l'enseignement supérieur et les grands établissements de recherche afin que les universitaires puissent s'investir pleinement plusieurs fois au cours de leur carrière dans la recherche, lors des phases les plus fortes de leur activité de chercheur.

Sans doute aussi devra-t-il y avoir plus grande fréquence, voire généralisation, de l'association des centres et des laboratoires universitaires au C.N.R.S., afin qu'il soit possible de dresser un inventaire plus complet de l'effort de recherche accompli dans notre pays.

Enfin, et vous l'avez esquissée, monsieur le ministre, cette coordination s'exercera par la création d'une structure de coordination régulière entre votre ministère et celui de la recherche, entre la mission de la recherche et la direction des enseignements supérieurs dépendant de votre administration, la direc-

tion du C.N.R.S. et des grands instituts de recherche, d'autre part. Parce qu'ils sont la masse des chercheurs, les universitaires ont besoin de se sentir largement coresponsables de la politique de la recherche conduite dans ce pays.

Cette coordination devrait aussi permettre à la mission de la recherche de jouer réellement et pleinement son rôle d'incitation, de donner les moyens nécessaires au démarrage d'équipes nouvelles, au renforcement de secteurs de recherche jugés prioritaires. Grâce à la mission de la recherche, après une très large consultation des chercheurs, on pourra établir une carte de la recherche universitaire qui assurera à toutes les universités — et vous savez combien cela est vital pour elles — y compris aux plus petites, l'accès à la recherche de pointe, sans concurrence inutile et sans dispersion excessive. Pour cela, il paraît nécessaire que, dans votre budget, la recherche dispose d'une ligne propre, suffisamment approvisionnée.

Enfin, évaluation et incitation de la recherche universitaire devront respecter la priorité accordée à la recherche fondamentale, qui est la garantie de la valeur de l'enseignement et aussi, dirai-je, de la liberté de l'esprit de l'université. Mais il ne faut pas exclure le développement d'une recherche appliquée, en particulier dans les instituts universitaires de technologie, ce qu'avait trop souvent refusé le gouvernement précédent, alors qu'existent déjà, dans les instituts universitaires de technologie, de bons exemples de recherche de valeur et de collaboration régionale avec l'industrie.

De même, le développement des D.E.A., des D.E.S.S., et des formations de docteurs-ingénieurs doit aboutir à un élargissement des thèmes de recherche au service de notre économie.

L'université française garde à ce niveau tout son attrait. En témoignent les presque trente mille étudiants étrangers — le chiffre est élevé — inscrits dans le troisième cycle. Demain, dans le monde entier, ils seront les meilleurs garants du rayonnement culturel et économique de la France.

Mais, monsieur le ministre, pour eux comme pour nous, il était grand temps de revivifier l'université en lui rendant les moyens de l'invention qu'elle était en train de perdre! (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

M. le président. La parole est à M. Jean Royer.

M. Jean Royer. Monsieur le ministre, en quelques minutes, je tiens à appeler votre attention sur quelques points essentiels de votre projet de budget. D'abord, la résorption de l'auxiliaire dans le second degré. Ces deux dernières années, j'étais rapporteur spécial du budget de l'éducation nationale et j'ai lutté pour obtenir un plan de résorption de l'auxiliaire des maîtres du second degré. Sous la V^e République, l'effort a tout de même été appréciable à partir de 1975. D'une part, on a tendu à résorber l'auxiliaire dans le premier degré, notamment pour les instituteurs. D'autre part, 25 000 auxiliaires du second degré ont été finalement titularisés. Mais il en restait encore l'année dernière environ 45 300, dont on ne pouvait pas prétendre qu'ils devaient être condamnés à un emploi précaire, puisque 65 p. 100 d'entre eux avaient plus de trois ans d'ancienneté...

M. Didier Chauat. Dans quelles conditions ?

M. Jean Royer. ... et 43 p. 100 plus de cinq ans d'ancienneté ! Par conséquent, ils méritaient, en raison même du service qu'ils avaient rendu, d'être titularisés.

Un effort sérieux apparaît dans votre projet, monsieur le ministre, d'ailleurs en complément de la loi de finances rectificative : au total, il va y avoir 8 000 titularisations, dont 2 000 dans le projet de budget pour 1982.

Mais avez-vous sérieusement l'intention d'établir un plan de résorption de l'auxiliaire pour la plupart des auxiliaires encore en place ? Pas tous, car il faut conserver tout de même un certain volant d'auxiliaires dans l'enseignement du second degré, mais moins important que par le passé. Cela me semble nécessaire.

M. Bernard Derosier, rapporteur pour avis. Mais pourquoi ?

M. Jean Royer. Monsieur le ministre, quel est donc votre plan pour résorber l'auxiliaire ?

Le deuxième point sur lequel je voudrais appeler votre attention a trait à l'entretien du patrimoine, en particulier dans le premier et le second cycle du premier degré.

Les communes, en effet, doivent faire un effort considérable pour l'entretien des écoles primaires. Plus de la moitié datent d'avant 1914, mais d'autres, industrialisées, qui ont moins de

quinze ans, exigent aussi de grosses réparations. Leurs maires doivent donc demander à l'Etat de participer à cet effort. Les crédits pour l'an prochain affectés tant à la sécurité qu'à l'isolation thermique ou à l'entretien pour grosses réparations seront en augmentation de près de 40 p. 100 puisqu'ils passeront de 575 à 800 millions de francs, et j'y suis sensible. Mais selon une étude conduite par l'éducation nationale, il faudrait qu'ils atteignent 6 300 millions de francs, dont plus de la moitié pour effectuer des travaux très urgents.

Seriez-vous disposé à planifier votre effort dans les années qui viennent, notamment dans le cadre du VIII^e Plan, et à demander l'établissement région par région d'une carte des grosses réparations du patrimoine du second degré semblable à celle qu'on a dressée pour les constructions, de façon à permettre une coordination efficace entre l'action des collectivités territoriales et celle de l'Etat ?

Ancien enseignant, ancien rapporteur de ce budget, je suis très sensible à l'efficacité de l'éducation nationale. Or je me suis aperçu qu'en 1980, par exemple, 27,6 p. 100 des 548 000 élèves du second degré ont quitté leur établissement sans diplôme et, ce qui est encore plus grave, 28,5 p. 100 sans aucune formation ou préformation professionnelle. Voilà quatre ans que, dans cette assemblée, je me bats à tous les niveaux pour essayer de faire triompher l'alternance dans l'enseignement des premier et second cycle, non seulement dans la filière technique mais encore et surtout dans celle de l'enseignement général.

Tous les pays, qu'ils soient libéraux ou socialistes, organisent cette alternance entre l'économie et l'université, que ce soit la République démocratique d'Allemagne, où, à partir de neuf ans, les enfants ont deux heures de formation technologique dans les entreprises, l'Union soviétique, où la loi de 1958 sur l'enseignement technologique oblige les élèves à faire des stages dans les ateliers ou dans les sovkhoses pendant un quart ou un tiers de leur scolarité, ou Cuba, ou la Chine, ou les Etats-Unis d'Amérique, avec la multiplication des écoles professionnelles, ou encore l'Angleterre avec les *comprehensive schools* dans lesquelles, dès l'âge de douze ans, on donne un début de formation technologique par l'observation des outils et des principales machines...

M. René Haby. Dans les collèges aussi !

M. Jacques Guyard. ... et un commencement d'intérêt pour les communautés de travail. Par conséquent nous avons, nous aussi, intérêt à rattraper notre retard et à faire alterner l'enseignement et la pratique en entreprise. Sur ce point j'aimerais m'arrêter un instant, en vous demandant un peu d'indulgence, monsieur le président...

M. Christian Nucci. Il va vous l'accorder ! (Sourires.)

M. Jean Royer. ... car le problème en vaut la peine.

On a toujours ici confondu deux débats, celui sur la nature capitaliste ou planificatrice de l'économie et celui sur la liaison nécessaire et organique entre l'éducation nationale et l'économie, quelle que soit sa nature, à partir du moment où c'est l'économie d'une société industrielle.

Je suis de ceux qui se sont battus — et qui vont continuer à se battre — avec pugnacité pour aboutir à une véritable alternance.

On s'est méfié de l'organisation par une contractuelle de stages dans des entreprises petites ou moyennes en se demandant si les apprentis, qui resteraient d'ailleurs sous la responsabilité de l'éducation nationale pendant ce stage, n'allaient pas avoir une éducation « croupion », si j'ose dire, et ne serviraient pas, de fait, de main-d'œuvre complémentaire pour la production.

Je dis qu'il y a un excellent moyen de sortir de cette ornière possible, c'est de suivre les commissions départementales d'agrément qui désignent les maîtres artisans ou entrepreneurs capables de former des jeunes mais qui peuvent retirer l'agrément quand les maîtres artisans ou entrepreneurs n'accomplissent pas réellement leur travail, ne contrôlent pas le livret de l'élève appelé par ailleurs à suivre les cours de l'éducation nationale.

Je vous demande, monsieur le ministre, que l'on essaie d'en faire l'expérience à partir de l'année 1982 dans mon département et dans ma ville. Je suis sûr que nous ferons du bon travail. On pourrait également pratiquer l'alternance entre l'éducation nationale et les services publics.

Par conséquent une loi s'impose qui complète la loi sur l'alternance à la sortie des établissements professionnels que nous avons votée sous la précédente législature et qui, cette fois,

organisera une alternance réelle susceptible de diminuer, enfin, le pourcentage de nos jeunes qui quittent les établissements scolaires sans aucune arme pour s'engager dans la société professionnelle. C'est un problème qui nous concerne tous. Là, les frontières politiques disparaissent devant l'utilité nationale et presque le salut national.

Monsieur le ministre, si j'ai été aussi véhément, c'est parce que nous savons tous parfaitement que les familles aspirent à une réforme, car les jeunes seraient beaucoup plus motivés s'ils pouvaient se déterminer plus vite dans le choix d'une profession et, partant, ils porteraient un intérêt plus grand à l'école et au profit qu'ils peuvent en tirer pour mieux s'intégrer dans une société qui, parfois, leur fait peur.

M. le président. La parole est à M. Dehoux.

M. Marcel Dehoux. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, je centrerai mon propos sur l'éducation physique et sportive dont le retour au ministère de l'éducation nationale, très attendu par l'ensemble des personnels, concrétise une promesse de notre programme.

L'éducation physique, vous le savez, doit faire intégralement partie de l'enseignement, et dès le plus jeune âge. A l'école élémentaire, en dépit de la bonne volonté de la majorité des institutrices et des instituteurs, la pratique est insuffisante et l'horaire réglementaire, cinq heures, loin d'être assuré. Nous sommes persuadés que là réside l'insuffisance la plus grave, la plus lourde de conséquences en matière de sport. L'éducation physique et sportive à l'école primaire répond pourtant au désir des parents et de leurs associations de voir assurée une pratique régulière, à raison d'une heure quotidienne. Ce besoin se heurte cependant à certaines difficultés, dont nous sommes conscients, mais dont nous savons qu'une volonté politique peut permettre le franchissement. Il faut d'abord affirmer le principe de la polyvalence. Or 70 p. 100 des institutrices et des instituteurs sont dépourvus de toute formation en éducation physique et sportive, qui n'est assurée dans les écoles normales que depuis 1979. Mais ce n'est pas demain que ces nouvelles générations rattrapent les anciennes.

La solution économique, et provisoire, passe par une semi-spécialisation d'un nombre suffisant d'instituteurs en éducation physique. Cent postes seront créés en 1982 à cet effet. Il conviendrait d'en affecter le plus grand nombre aux écoles normales afin d'assurer une meilleure formation et de coordonner cette mission avec celle des U. E. R. E. P. S. qui devraient, à terme, assurer la formation des maîtres à l'université.

Pour l'enseignement secondaire, je me bornerai à parler des sections sport-études. L'incertitude plane sur cette structure qui contribue pourtant au développement du sport. D'après nos informations, ces sections seraient rattachées au ministère de la jeunesse et des sports, qui entend d'ailleurs leur donner en 1982 un développement non négligeable. Parallèlement à l'amélioration du niveau sportif des élèves de cette section, il faut veiller à leur assurer un bagage scolaire suffisant pour leur permettre une conversion en fin de carrière. Or, si l'on consulte les derniers résultats, on constate un décalage de 14 p. 100 en pourcentage de réussite au baccalauréat au détriment de ces élèves.

Il y aurait lieu, afin de ne pas pénaliser ces jeunes sportifs, de réformer leur rythme scolaire et d'instaurer une option E. P. S. au baccalauréat indépendante de l'épreuve obligatoire et qui serait au même rang que la musique, le dessin ou le travail manuel pour leur permettre, lors de l'examen, de rattraper un handicap.

Qu'il me soit enfin permis d'appeler votre attention sur le problème de l'intégration des professeurs adjoints. Ce corps, que l'on oppose parfois aux P. E. G. C., a néanmoins vocation à enseigner dans les deux cycles du second degré et préférerait une mesure identique à celle qui a été prise à l'endroit des professeurs techniques adjoints dans le corps des professeurs techniques.

Dans le cadre de la formation unique des enseignants d'éducation physique, il conviendrait d'amplifier l'intégration, actuellement égale au neuvième, par un plan sur sept ans, ce qui implique une moyenne annuelle de quinze cents postes nouveaux.

Voilà, monsieur le ministre, dans le temps très court qui m'est imparti, quelques points sur lesquels le groupe socialiste veut appeler votre attention.

J'aurai pu également développer des observations sur les programmations et les réalisations d'équipements sportifs, sur l'intégration réelle de tous les enseignants d'E. P. S. dans les différentes directions du ministère de l'éducation nationale, sur

un plan de recrutement d'enseignants pour augmenter l'horaire dans les collèges et les lycées, sur les dépenses afférentes aux collectivités locales du fait de l'utilisation des locaux sportifs par l'éducation nationale.

Cependant, compte tenu de l'effort consenti, ce projet de budget a reçu l'aval de mes collègues qui sont favorables à son adoption. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. le président. La parole est à M. Bateux.

M. Jean-Claude Bateux. Je tiens d'abord à exprimer ma satisfaction de pouvoir m'adresser à un ministre qui a l'avantage et l'honneur de diriger un ministère dont la dénomination n'est plus amputée de l'épithète : « nationale ». (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

C'est essentiellement aux L. E. P., c'est-à-dire à la préparation au C. A. P. et au B. E. P. par l'enseignement technique public, que je limiterai mon propos.

Élément pauvre au sein d'un enseignement public maltraité depuis vingt ans, l'enseignement technique est à un niveau insuffisant, en relation directe d'ailleurs avec les difficultés de l'emploi.

Dans mon département, la Seine-Maritime, 45 p. 100 des moins de vingt-cinq ans sont sans emploi, alors que le pourcentage est de 39 p. 100 sur le plan national. En même temps, ce département est l'un des plus sous-scolarisés : cette année, 3 500 jeunes n'ont pu être accueillis dans l'enseignement technique public court.

Cette insuffisance accentue le fait que l'orientation en L. E. P. telle qu'elle a été pratiquée jusqu'à ce jour, a été le plus souvent provoquée par l'échec au collège. Pour beaucoup, le passage en L. E. P. constitue la dernière chance, celle qui évite la classe préprofessionnelle de niveau.

Nous devons changer cet état de choses en augmentant les moyens de l'enseignement technique court et en améliorant son image de marque afin de permettre que chaque jeune qui sort du système scolaire soit muni au moins d'un diplôme professionnel, c'est-à-dire qu'il soit au minimum en mesure d'accéder au stade de l'ouvrier qualifié, capable de poursuivre son évolution professionnelle dans une industrie en mutation permanente.

Le rapport Schwartz a été publié récemment. La qualification professionnelle des jeunes y est étroitement liée à la relance économique en même temps qu'elle favorise l'instauration d'une société plus juste.

Ce rapport constate aussi que l'adaptation au développement technologique nécessite la modification du contenu des qualifications et leur adéquation avec le marché du travail.

Le développement des L. E. P. est impératif et nous devons éviter que des élèves en partent pour des raisons financières. Il faut augmenter les chances d'obtention des diplômes, permettre le changement de filière et la réinsertion scolaire dans d'autres cycles.

Aujourd'hui 33 p. 100 des jeunes sortent sans diplôme, et 13 p. 100 uniquement avec le brevet des collèges. Les 33 p. 100 non diplômés constituent la moitié des jeunes chômeurs. Cet ensemble de 46 p. 100 nous donne la mesure de l'effort à produire pour l'enseignement technique.

Le même rapport rappelle la gravité des coups qui, depuis vingt ans, ont été portés à l'école publique. Pendant cette période la politique éducative n'a été qu'un sous-ensemble de la politique générale.

Le changement de politique va de pair avec l'inversion de cette politique éducative. En tout premier lieu, l'enseignement technique est la priorité, l'apprentissage n'étant surtout qu'une seconde chance pour ceux qui sont sortis d'une scolarité pour laquelle l'enseignement technique n'avait pas été en mesure de remplir toute sa tâche.

L'une des innovations fortement critiquées ces dernières années a été la création des séquences éducatives, qui devaient permettre l'ouverture sur la profession. Mais il n'est pas tolérable de les admettre sous la forme de ce que l'on peut appeler le « stage Beullac », lequel aboutissait à transférer la responsabilité de la formation des jeunes de l'enseignement public aux entreprises. Dorénavant, ces séquences constitueront un principe éducatif, appuyé sur une meilleure organisation de l'équipe éducative ; elles aideront à insérer les jeunes dans l'entreprise en favorisant leur contact avec les organisations de travailleurs. En 1982, cette forme nouvelle concernera 100 000 élèves, contre 70 000 en 1981.

L'accès aux diplômes, c'est-à-dire la lutte contre l'échec, commencera par la mise en place de C.A.P. par unités capitalisables. Un élève sortant de l'enseignement technique court avec quelques-unes de ces unités pourra finalement atteindre le C.A.P. par d'autres cycles-relais. Cette expérience commencée cette année sur vingt L.E.P. sera étendue sur cent L.E.P. en 1982.

Ce principe pose quelques problèmes — les jurys seront multipliés — mais supprime en même temps la vague des C.A.P. en juin.

La classe ouvrière représente la majorité du recrutement des L.E.P., dont 41 p. 100 des élèves sont boursiers. L'aide sociale doit permettre à ces derniers de poursuivre leur scolarité sans perturbation d'origine financière. Elle ne doit pas être concurrencée par l'aide qui sera offerte à celles et à ceux qui fréquenteront les centres de formation professionnelle annoncés le 15 septembre dernier par Pierre Mauroy, faute de quoi on assisterait à une fuite des élèves les plus démunis vers cette nouvelle formation.

En dépit de l'effort consenti dans le projet de budget pour 1982, les moyens supplémentaires en personnel affectés aux L.E.P. ne permettront pas de redresser une situation qui est la plus mauvaise du secteur éducatif. L'essentiel des créations permettra de mettre en place progressivement des classes de quatrièmes préparatoires mais sans que l'encadrement en soit renforcé. C'est avec satisfaction que nous constatons que la troisième heure d'éducation physique et sportive est instituée dans les classes de C.A.P. Dans le domaine des constructions, dix L.E.P. supplémentaires ne parviendront pas à compenser la pénurie d'établissements d'enseignement technique ou la vétusté de ceux qui existent.

La situation du parc de machines, très diverse selon ces établissements, est plus défavorable dans les L.E.P. que dans les lycées techniques. Ce parc, qui représente 10 p. 100 du parc français de machines-outils, a un âge moyen d'un peu plus de douze ans. Si cet âge moyen est moins élevé que celui du parc de l'industrie française, il n'en demeure pas moins que nos élèves devraient plutôt rencontrer l'avenir durant leur formation. Or, depuis deux ans, le renouvellement a été presque inexistant dans la mesure où la taxe d'apprentissage, diversement touchée par les établissements, s'intégrait dans un budget insuffisant qui permettait à peine le fonctionnement normal des établissements.

J'espère que cette année les conseils d'établissement auront à délibérer, eux aussi, sur un budget de relance. Les élèves doivent être en situation d'apprendre à travailler sur les machines perfectionnées qu'ils auront à utiliser au cours des séquences éducatives ou lors de leur premier emploi. Durant cette année scolaire, 1 500 machines seront renouvelées, soit 2 p. 100 de parc. Cet effort devra être amplifié et lié au plan de relance national de la machine-outil. Ces 1 500 machines ne représentent en nombre que le tiers de celles qui ont dix-huit ans. Cette insuffisance accélère le vieillissement moyen.

En fait, nous l'avons constaté, l'enseignement technique est essentiellement partie prenante dans la bataille pour l'emploi, que ce soit à court, moyen ou long terme. Même si la progression de ses crédits est supérieure à l'accroissement moyen du budget de l'éducation nationale, la nation doit y apporter un soin tout particulier et si, dans son projet de budget pour 1982, M. le ministre de l'éducation nationale dispose de quelques réserves, nous devons souhaiter qu'elles soient affectées à l'enseignement technique public court et, pour l'avenir, il est souhaitable que sa part augmente dans le budget de l'éducation nationale. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. le président. La parole est à Mme Missoffe.

Mme Hélène Missoffe. Monsieur le ministre, je me bornerai à traiter dans mon intervention des problèmes posés par l'enseignement privé dans le cadre du projet de budget que vous nous proposez aujourd'hui. Les autres aspects de l'enseignement privé ont été ou seront évoqués à propos des autres budgets concernés. Je me limiterai donc à la compétence de votre département ministériel.

Nous prenons acte de ce que votre projet de budget tend à appliquer correctement les lois en vigueur. Cependant, contrairement à ce que certains affirment, ce n'est pas un budget de privilège. Il ne prévoit pas un traitement plus favorable pour l'enseignement privé que pour l'enseignement public, puisque l'enseignement privé scolarisé 16,7 p. 100 des effectifs scolaires et reçoit 12,9 p. 100 des dotations du budget de l'éducation nationale. Le budget prévisionnel pour 1982 attribue à l'enseignement privé un peu plus de 15,9 milliards de francs

sur un projet de budget de dépenses ordinaires pour l'éducation nationale de 118,6 milliards de francs environ.

En revanche, si l'on se fonde sur les effectifs de l'année scolaire 1980-1981, car ceux de cette année ne sont pas encore connus, 2 041 900 élèves sur 12 356 000 jeunes scolarisés relèvent de l'enseignement privé.

Ces chiffres doivent être présents dans tous les esprits afin que chacun comprenne que, contrairement à ce que certains affirment, l'application de la loi n'avantage pas l'enseignement privé au détriment de l'enseignement public. Les comparaisons que je viens de faire entre les contributions de l'Etat aux frais de scolarisation du privé et du public en sont la preuve.

Dans ces conditions, me dirait-on, pourquoi la progression des crédits affectés à l'enseignement privé dans le projet de loi de finances pour 1982 est-elle de 21,4 p. 100, alors qu'en dépenses ordinaires — les dépenses en capital étant exclues — le budget d'ensemble du ministère de l'éducation nationale pour l'enseignement scolaire connaît un pourcentage d'augmentation de 20 p. 100 ? La différence constatée provient essentiellement des incidences de certaines applications de la loi de novembre 1977 sur lesquelles je vais revenir.

Premier point : l'Etat ne subventionne aucun investissement dans l'enseignement privé, à l'exception, très modeste, de l'aménagement des ateliers des collèges.

Deuxième point : le budget de l'enseignement privé est consacré en majeure partie à des dépenses de personnel et s'explique tout naturellement par le rattrapage, encore insuffisant, des situations des maîtres du secteur privé par rapport à celles des maîtres de l'enseignement public, prévu par la loi Guerneur, ainsi que par une augmentation des effectifs. En effet, la progression des effectifs des élèves de l'enseignement privé correspond à 2 000 postes nouveaux d'enseignants.

Je ne saurais trop insister sur ce point. A un moment où l'on parle tant du problème de l'emploi et de la lutte contre le chômage, il serait paradoxal de ne pas prendre en considération, comme il est de stricte justice, les problèmes de personnel dans le cadre de l'éducation nationale tout entière. Il est tout à fait normal et conforme à l'esprit de la loi que l'augmentation du budget de l'enseignement privé s'applique en priorité à l'égalisation des situations entre professeurs de l'enseignement public et professeurs de l'enseignement privé que nous avons voulue en 1977, parce qu'il s'agissait d'une question de justice sociale.

Est-il choquant de permettre à des personnes exerçant des fonctions équivalentes de bénéficier des mêmes mesures de promotion interne ?

Est-il choquant de pouvoir accéder par promotion administrative à une catégorie supérieure, ainsi que cela est le cas dans l'enseignement public depuis des années ? La loi Guerneur devait s'appliquer sur cinq ans. Nous entrons dans la cinquième année qui devrait être la dernière année de rattrapage. Cela explique que les dotations allouées à l'enseignement privé progressent légèrement plus que celles accordées à l'enseignement public, sans pour autant que le processus de rattrapage soit absolument terminé.

Est-il choquant d'avoir permis à des maîtres de l'enseignement privé d'améliorer leur formation dans l'intérêt des enfants et dans leur intérêt personnel en s'adaptant ainsi à l'évolution de la pédagogie ? Or, en ce qui concerne la formation, les crédits sont bien en dessous de la parité. On constate, en prenant connaissance des études officielles effectuées par votre ministère, monsieur le ministre, pour chiffrer le coût de la formation dans l'enseignement public, que les crédits octroyés à la formation des maîtres du privé sous contrat sont proportionnellement encore très sous-estimés. On peut donc considérer que, sur ce point, la loi n'est pas respectée et que le retard pris au cours des années passées en vue de l'application intégrale de la loi de novembre 1977 n'est pas compensée.

Est-il choquant de permettre à ces enseignants d'accéder à la retraite au même âge que leurs collègues du public ? Vous savez que les maîtres de l'enseignement privé sous contrat versent des cotisations salariales de retraite beaucoup plus importantes que les maîtres titulaires de l'enseignement public de catégorie correspondante. Il conviendrait d'étudier la manière de lever cette disparité.

Enfin est-il choquant de penser qu'un enseignant du secteur privé en situation dramatique, moralement et socialement, puisse bénéficier des mêmes mesures de protection que celles dont jouissent depuis dix ans tous ses collègues de l'enseignement public ?

Si j'insiste tant sur ces questions de personnels, c'est parce qu'il est très significatif de souligner que la grande part des crédits attribués à l'enseignement privé concerne la rémunération des personnels enseignants. Ces dotations représentaient

85,5 p. 100 des crédits de l'enseignement privé en 1981 et elles atteindront 85,2 p. 100 de ces dotations en 1982.

La situation de tous les personnels non enseignants, qu'il s'agisse des personnels dits cadres — chefs d'établissement, animateurs, formateurs, psychologues, documentalistes — ou des personnels d'administration et de services doit être confortée, sur les plans matériel et professionnel, par une meilleure sécurité d'emploi, de rémunération et de carrière. Cela passe par une amélioration du forfait d'externat qui, cette année, n'accorde pas le rattrapage pourtant prévu.

Le concours financier de l'Etat à l'enseignement privé se traduit donc, pour l'essentiel, en salaires versés aux enseignants.

Si l'on ajoute que les crédits de fonctionnement accordés par l'Etat aux établissements sont reversés, en grande partie, aux personnels non enseignants, sous forme de rémunérations par les mêmes établissements privés, il ne peut être choquant que le budget de l'enseignement privé augmente dans les mêmes proportions que celui de l'enseignement public.

Je ne parle pas des disparités qui subsistent entre les maîtres contractuels et agréés des établissements privés sous contrat et les maîtres titulaires de l'enseignement public, quant aux décharges d'horaires pour ceux qui assurent la direction de l'école ou du collège où ils enseignent. Ils devraient pourtant bénéficier, dès cette année, c'est-à-dire au terme des cinq années de l'application de la loi, des mêmes possibilités de décharges horaires que leurs collègues de l'enseignement public.

Je ne parle pas des promotions en cours de carrière rendues difficiles et peu opérantes en raison des conditions spécifiques encore imposées aux maîtres de l'enseignement privé.

Je ne parle pas des élèves-maîtres des centres de formation pédagogique qui ne bénéficient pas des mêmes moyens financiers que ceux de l'enseignement public.

Il y a encore beaucoup à faire !

L'enseignement privé concerne 830 000 familles et plus de deux millions d'élèves. Le Président de la République a déclaré qu'il ne voulait pas heurter les consciences. Vous-même, monsieur le ministre, parlez de concertation, de dialogue, de négociation, mais vous n'évoquez jamais l'inquiétude des parents qui ont choisi l'école privée et auxquels les responsables de cette école ne peuvent donner aucune assurance pour les années qui viennent.

Cette inquiétude existe, angoissante.

M. Emmanuel Hamel. Angoissante, en effet !

Mme Hélène Missoffe. Et elle est renforcée par le fait que 260 écoles primaires attendent le règlement du forfait d'externat, alors qu'elles ont conclu, régulièrement, un contrat d'association. Elles attendent leur dû depuis un an, alors que l'année scolaire est bel et bien commencée. On ne peut pas parler d'éducation à court terme et l'on attend de vous que cette inquiétude soit conjurée.

Vous savez qu'une écrasante majorité de Français, quelles que soient leurs opinions politiques ou religieuses, quel que soit le type d'enseignement qu'ils ont choisi pour leurs enfants, considère que la guerre scolaire qui a fait tant de mal appartient au passé. Ils pensent que le pluralisme pédagogique est un progrès, que la coexistence d'une école publique et d'une école privée ouverte à tous et financièrement accessible à tous est un enrichissement pour la collectivité nationale.

M. Jean Natiez. C'est faux !

Mme Hélène Missoffe. Pour la quasi-totalité des Français, l'enfant appartient d'abord au groupe familial en même temps qu'il fait partie de la nation et de la société. La première approche sociale de l'enfant se fait au sein de sa famille qui a la première responsabilité de son éducation. Le choix de l'école est alors un droit auquel il ne doit pas être porté atteinte. Il s'agit pour la famille de l'exercice d'une liberté essentielle.

M. Emmanuel Hamel. Très bien !

Mme Hélène Missoffe. La France ne doit pas être le seul pays de la Communauté européenne qui, sur un point aussi essentiel que l'éducation, régresserait...

M. Emmanuel Hamel. Ce serait bien une régression !

Mme Hélène Missoffe. ... dans le domaine des libertés.

Il faut dissiper l'inquiétude fondée sur des textes, sur des projets ou sur des déclarations divergentes. Des choix clairs sont indispensables. Le Premier ministre — j'ai de bonnes références — a déclaré : « Nous ne porterons jamais atteinte au droit de

quiconque de choisir tel ou tel type d'enseignement. Il y aura donc toujours un enseignement privé et notamment religieux. » Pour respecter cet engagement, il est évidemment nécessaire que cet enseignement privé ne soit pas accessible qu'à ceux qui, comme on dit vulgairement, « peuvent payer ». Il ne peut y avoir deux poids, deux mesures : un choix exclusivement réservé aux riches et pour les autres, pas de possibilité de choix.

Vous me direz, monsieur le ministre, que le projet de budget pour 1982 devrait nous tranquilliser malgré ses imperfections. Je vous répondrai qu'en matière d'éducation, il faut de nombreuses années pour élever un enfant. Or c'est pour ces années futures que nous n'avons aucune garantie. C'est la raison pour laquelle nous sommes décidés à être vigilants.

Je mets d'ailleurs immédiatement cette vigilance en œuvre, monsieur le ministre, en revenant sur votre réponse à la question d'actualité posée par M. Pinte, le mercredi 4 novembre, à propos de la création du centre de formation de l'enseignement privé d'Amiens. En effet, contrairement à ce qui nous a été indiqué, la réforme de la formation en trois ans des maîtres du premier degré a entraîné une progression des effectifs non pas de cinq élèves-maîtres mais de trente-six. C'est la raison pour laquelle nous vous demandons de bien vouloir réexaminer vous-même le dossier. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

M. le président. La parole est à M. Cassaing.

M. Jean-Claude Cassaing. Monsieur le ministre, je voudrais profiter de la discussion du projet de budget de l'éducation nationale pour appeler votre attention, monsieur le ministre, sur un choix qu'il est urgent de faire, celui de la formation des maîtres.

La réforme, la réforme toujours recommencée, de la formation des maîtres n'a pas guéri notre école de ses inégalités et le projet de budget pour 1982 ne marque pas encore un changement de cap complet, comme si la lourdeur de la machine ralentissait la manœuvre vers cette formation nouvelle des maîtres pour un enseignement de qualité. Pour cette formation des maîtres, dont aujourd'hui tout le monde parle, vous nous présentez, monsieur le ministre, moins un budget d'innovation qu'un budget de rattrapage.

En effet, si chacun peut se féliciter des 17 000 créations de postes qui amélioreront les conditions d'enseignement aux points névralgiques — écoles maternelles et zones prioritaires — on ne décèle, dans ce projet de budget, aucune impulsion nouvelle pour la formation continue. Les crédits dont bénéficieront en 1982 les stages ne changent pas par rapport à 1981, ils atteignent quelque 46 millions de francs pour les écoles, 18 millions de francs pour les collèges et 21 millions de francs pour les lycées.

Au niveau de la formation initiale, nous retrouvons la même temporisation. Pour les collèges, les créations de postes de nouveaux certifiés sont deux fois plus nombreuses que les postes de P. E. G. C. S'agit-il du premier signe d'un choix en faveur d'une formation initiale longue des personnels ou le simple rattrapage des retards accumulés par les mauvais budgets antérieurs ?

Ce projet qui, par bien des aspects, est un budget de rupture par les créations d'emplois, apparaît, pour la formation des maîtres, comme un budget d'attente. Trois avancées seulement vers l'école nouvelle s'y concrétisent : la création des zones prioritaires, les projets d'actions éducatives et, surtout, l'augmentation importante — 33 p. 100 — de la subvention de fonctionnement pour la recherche pédagogique.

Le groupe socialiste se félicite de cette réhabilitation. Nous avons toujours, dans notre plan pour l'école, revendiqué les moyens nécessaires à un institut pédagogique national capable de produire ses propres recherches, de coordonner et de diffuser celles entreprises dans les universités, les écoles normales et les établissements d'enseignement. Nous sommes donc satisfaits de l'accroissement des crédits de l'Institut national de la recherche pédagogique : qui passe de 63 millions de francs à 84 millions.

Mais cette satisfaction reste mitigée devant les mesures pour la formation initiale dans les écoles normales et les centres de P. E. G. C. Les 120 postes nouveaux de professeurs agrégés et les trente postes d'inspecteurs départementaux de l'éducation nationale semblent la conséquence logique du recrutement des nouveaux instituteurs. Les centres de P. E. G. C. ne recrutent aucun formateur en rémunération principale ; l'université n'est pas dotée de moyens spécifiques pour accentuer son intervention dans la formation continue. L'effort de recrutement au niveau de l'éducation physique et sportive ne s'accompagne pas de

nouvelles mesures pour les stages d'E. P. S. à l'intention des instituteurs, ni du redressement des centres d'éducation physique spécialisés qui avaient subi les foudres du précédent ministre de la jeunesse et des sports. Dans ce domaine, je rappellerai, comme l'un de mes collègues tout à l'heure, qu'une première mesure d'intégration des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive dans les corps des certifiés devrait être prise en compte par le budget 1982.

Souligner ainsi les pointillés des dotations allouées à la formation dans ce projet de budget de l'éducation nationale pour 1982, c'est une manière d'exprimer notre attente. Nous savons, monsieur le ministre, que vous avez confié à M. de Peretti la présidence de la commission sur la formation des personnels enseignants et non enseignants de l'éducation nationale. Nous souhaiterions connaître l'échéancier des travaux de cette commission.

En attendant, et devant ce constat, j'appellerai votre attention, pour finir, sur quelques suggestions.

Pourquoi ne pas mobiliser tout notre système éducatif, de la maternelle à l'université, pour une formation continue, complète et décentralisée, afin de vaincre l'échec scolaire ? Pourquoi ne pas décréter l'urgence de la formation continue des enseignants actuels qui sont les formateurs de toute la génération à venir ? Pourquoi, en attendant la redéfinition de la formation initiale pour les maîtres du cycle fondamental, ne pas intervenir sur des points particuliers ?

Ainsi, pourquoi, dans une première étape, ne pas prendre exemple sur le congé-formation des instituteurs en s'adressant aux enseignants des collèges et lycées sur la base du volontariat avec des stages décentralisés aux départements ou aux établissements ? Pourquoi ne pas étendre la formule des instituts de recherche sur l'enseignement des mathématiques à d'autres disciplines ? Dans l'immédiat, pourquoi ne pas revoir l'actuelle formation en trois ans des instituteurs et des institutrices ? Pourquoi ne pas regrouper les unités de formation de ce D. E. U. G. enseignement trop morcelé, trop lourd, et ne pas redistribuer les unités de formation optionnelles autour d'une dominante, ce qui favoriserait l'intégration du futur maître dans le cadre du travail d'une équipe pédagogique ?

En conclusion, il me semble que notre pays est impatient de redonner à son école confiance et efficacité. Au nom de cette impatience légitime, monsieur le ministre, il faut se hâter de fixer les étapes de la formation initiale, les objectifs de la formation continue.

La première des urgences concerne la formation continue car — et plusieurs orateurs l'ont remarqué avant moi — il n'est plus tolérable de voir rejetés de l'école sans qualification 200 000 jeunes par an.

Le groupe socialiste se félicite et vous remercie des premiers pas du rattrapage effectué dans le recrutement des maîtres et dans la recherche pédagogique. Il attend de vous, monsieur le ministre, que les moyens et les objectifs du projet de budget pour 1983 dessinent l'épure du cycle fondamental dont parlait le Président de la République, de l'école qui réconciliera les enseignants avec leur métier, les parents avec l'espoir d'un avenir ouvert pour leurs enfants, les jeunes avec la joie d'apprendre à apprendre. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

M. le président. La parole est à M. Deschaux-Beaume.

M. Freddy Deschaux-Beaume. Monsieur le ministre, mes chers collègues, tout système éducatif conditionne l'avenir d'une nation : voilà une évidence.

En effet, une société qui stagne ou régresse inquiète. Une société qui ne peut maîtriser le progrès anxieusement. Seule une société capable de programmer son développement rassure, grâce à la formation acquise par les citoyens qui la composent.

C'est dire l'importance que revêt chaque budget de l'éducation nationale.

Mais la réussite ou l'échec d'un système éducatif repose avant tout sur l'état d'esprit de ceux qui en ont la charge.

Depuis plus de dix ans, des maladresse successives ont conduit de nombreux enseignants à perdre confiance en leurs propres capacités. Il est grand temps de susciter leur motivation par une valorisation de leur fonction.

Bien sûr, une revalorisation indiciaire, dans la mesure du possible, est nécessaire. Nous souhaiterions, par exemple, que les professeurs adjoints en éducation physique et sportive, seuls à intervenir dans les deux cycles du secondaire, soient intégrés dans le corps des certifiés.

Mais c'est aussi dans quatre grandes directions qu'il faut agir pour recréer la confiance du corps enseignant.

Premièrement, il faut améliorer les conditions de travail. Cela suppose des créations supplémentaires de postes budgétaires, afin d'abaisser les effectifs par classe, de pourvoir au remplacement des maîtres absents, donc d'améliorer l'efficacité de notre système éducatif en atténuant les inégalités sociales entre les élèves. Nous notons avec satisfaction que le projet de budget qui nous est présenté tient compte de cet impératif puisqu'il prévoit la création de plus de 17 000 emplois réels, j'y insiste. J'ai entendu tout à l'heure que les ministères précédents avaient créé des milliers et des milliers d'emplois...

M. René Haby. Des dizaines de milliers !

M. Freddy Deschaux-Beaume. On a parlé de quarante et un mille !

M. François Mortelette, rapporteur spécial. En combien d'années !

M. Freddy Deschaux-Beaume. Dès lors, je me demandais pourquoi, dans la petite circonscription dont j'avais la charge, on me refusait systématiquement toutes les demandes de création de postes nécessaires, que je formulais, alors qu'en revanche on s'acharnait sur les classes qui, à un élève près, pouvaient être fermées. S'il y a eu en effet des créations de postes, elles étaient tout simplement le résultat d'un transfert de postes que l'on avait supprimés.

M. René Haby. Mais non !

M. Bernard Derosier, rapporteur pour avis. Ecoutez ceux qui savent de quoi ils parlent !

M. le président. Je vous en prie, messieurs !

M. Freddy Deschaux-Beaume. Pour décrire cette triste réalité, je n'ai pas besoin de remonter à la IV^e République : il s'agit tout simplement de la réalité d'un passé beaucoup plus récent.

Deuxièmement, il faut cesser de malmener les enseignants. Il faut cesser de les désorienter comme ce fut trop souvent le cas.

On a trop souvent invité les maîtres à jouer les unijambistes auxquels on demandait de courir après leur avoir ôté la prothèse qui les maintenait en équilibre.

Des réformes se succédaient, parfois complémentaires, souvent contradictoires, jamais réalisables faute de moyens réels. Trop fréquemment, on indiquait aux enseignants ce qu'il ne fallait plus faire sans remplacer les vides ainsi créés.

Plus d'histoire ou de géographie...

M. René Haby. Qui a jamais dit cela ?

M. Freddy Deschaux-Beaume. ... faites de l'éveil ! Mais pour éveiller qui ? Les élèves ou les professeurs ? Beau résultat qui conduisit finalement à l'assouplissement général puis à la disparition de nombreuses disciplines.

Nous avons tous en mémoire la tragi-comédie des mathématiques modernes. Nous nous souvenons de ces parents, inquiets d'un contenu qu'ils ne maîtrisaient plus, qui s'adressaient à des maîtres angoissés à l'idée d'enseigner une discipline nouvelle à laquelle on refusait de les initier par une formation accélérée.

M. René Haby. Allons donc !

M. Freddy Deschaux-Beaume. Il convient d'assurer la formation initiale et la formation continue afin que les jeunes professeurs deviennent opérationnels dès leur prise de fonctions et que les moins jeunes ne se sentent pas isolés ou désorientés face aux réformes nécessaires. Cette formation sera d'autant plus efficace que les stagiaires recevront un enseignement complémentaire entre la théorie et la pratique, qu'ils pourront parvenir à une concrétisation dans leurs classes des discours tenus au dehors.

M. René Haby. Bien sûr !

M. Freddy Deschaux-Beaume. Ce n'est malheureusement pas toujours évident !

Troisièmement, il devient urgent de réinclure dans les programmes des disciplines qui ont mis les maîtres en valeur et d'en ajouter de nouvelles, disciplines nécessaires à la découverte de la société contemporaine.

Pour nous, il n'y a nulle honte à enseigner à nos enfants les plus belles pages de notre histoire, même s'il devient prudent, pour éviter tout nationalisme archaïque, de les inscrire dans l'évolution de l'humanité en marche.

Pour nous, il n'y a nulle gêne à faire découvrir à nos enfants notre territoire national, ses infrastructures économiques, ses impératifs sociaux, même s'il devient nécessaire, par des méthodes renouvelées et maîtrisées, d'éviter tout sentiment autarcique en incluant notre géographie dans le contexte international.

Pour nous, il n'y a nul obstacle à initier nos enfants aux structures démocratiques qui régissent notre société par une éducation réellement civique.

Mais, à ces redécouvertes, il convient d'ajouter une dimension nouvelle : un enseignement adapté de l'économie. Car il est indispensable que les futurs citoyens, par la maîtrise de leur environnement, fassent valoir légitimement leurs droits sans perdre de vue l'accomplissement de leur devoir dicté par les impératifs du moment.

Quatrièmement, il devient urgent d'instaurer un système éducatif débouchant, pour les abandonnés d'aujourd'hui, sur une qualification facilitant l'insertion professionnelle, comme l'ont demandé plusieurs orateurs.

M. René Haby. Monsieur Deschaux-Beaume, me permettez-vous de vous interrompre ?

M. Freddy Deschaux-Beaume. Avec plaisir !

M. le président. La parole est à M. René Haby, avec l'autorisation de l'orateur.

M. René Haby. Vous êtes le quatrième intervenant qui se plaint, avec juste raison, que de nombreux élèves — 200 000 est le chiffre le plus fréquemment avancé — sortent de l'enseignement sans qualification professionnelle.

M. Guy Hermier. C'est vrai ! Mais c'est votre héritage !

M. René Haby. Je voudrais simplement que l'on ait l'honnêteté de reconnaître que la formation professionnelle n'a jamais fait partie jusqu'à présent des objectifs de la formation obligatoire. L'enseignement est obligatoire en France jusqu'à seize ans et je me suis opposé assez fréquemment ici à des socialistes ou à des communistes qui refusaient à l'époque, alors que j'y étais favorable, l'introduction d'un début de formation professionnelle ou préprofessionnelle dès l'âge de seize ans.

Que vous souhaitiez maintenant introduire une formation professionnelle dans la formation obligatoire, ou que je le souhaite moi-même, est un autre problème. Envisagez alors une scolarité prolongée jusqu'à dix-huit ans. Mais, pour le moment, la scolarité, telle qu'elle a été conçue sous la V^e République, va jusqu'à seize ans et comporte une formation générale de base. Ne reprochez pas à la formation obligatoire de ne pas comprendre de formation professionnelle puisque personne n'a jamais demandé aux professeurs de l'assumer, ni à l'école primaire, ni au collège.

M. Pierre Zarka. A quoi sert l'enseignement technique, dans ce cas ?

M. René Haby. Le minimum d'honnêteté dans cette affaire consiste à le reconnaître, quelle que soit, je le répète, l'évolution des structures de l'éducation nationale. Encore une fois, je ne suis pas du tout opposé à un prolongement de la scolarité qui apporte une formation professionnelle à tous ceux qui le souhaitent.

M. Guy Hermier. Allez dire cela aux millions de jeunes sans emploi depuis 1974 !

M. Emmanuel Hamel. Monsieur Hermier, ne faites pas de polémique sur des sujets aussi sérieux.

M. Guy Hermier. En fait de sérieux, vous feriez mieux de vous taire !

M. le président. Messieurs, je vous en prie. Seul M. Deschaux-Beaume a la parole.

M. Freddy Deschaux-Beaume. Je remercie M. Haby de porter crédit par avance à ce que je vais dire.

M. Emmanuel Hamel. M. Haby a valorisé votre intervention qui était remarquable ! Remerciez-le.

M. Freddy Deschaux-Beaume. Monsieur le ministre, rien n'est plus déprimant pour des enseignants que de cautionner un système qui débouche sur l'échec d'un pourcentage important d'élèves. Le tronc commun, qui doit être une source d'égalité jusqu'à seize ans, voire jusqu'à dix-huit ans, doit donc s'appliquer à la durée des études mais non pas à leur contenu.

Pour beaucoup de jeunes l'accès précoce à l'apprentissage en atelier compense le désintérêt engendré par un enseignement strictement théorique. Mieux, l'accès à l'atelier relance cet intérêt disparu, l'élève prenant alors conscience de ses lacunes intellectuelles dans l'accomplissement d'exercices manuels.

En outre, une qualification sérieuse pour tout élève, même sans diplôme, facilitera la reconversion professionnelle si celle-ci s'impose plus tard par le transfert du geste acquis d'une spécialité vers l'autre.

L'implantation de nouveaux lycées d'enseignement professionnel devient urgente; elle a été signalée par beaucoup d'orateurs. Aux côtés d'élèves se préparant dans ces lycées à une formation supérieure, des ateliers devront accueillir les adolescents motivés par le seul apprentissage.

Le projet de budget qui nous est soumis s'attache à répondre au premier impératif et en amorce d'autres.

Cela se conçoit, monsieur le ministre, vous ne pouvez en un an compenser une carence organisée depuis tant d'années.

C'est donc avec espoir et confiance que notre assemblée votera ce budget. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

M. le président. La parole est à M. Josephpe.

M. Noël Josephpe. Monsieur le ministre, par ma brève intervention, je veux appeler votre attention d'une manière toute particulière sur le grave problème de l'accueil de nos enfants à tous les niveaux de notre système éducatif.

Qui veut scolariser commence par bâtir afin de pouvoir accueillir. C'est ce que Jules Ferry avait compris d'emblée en faisant construire une école publique dans chaque commune au moment où il voulait rendre l'enseignement obligatoire.

C'est ce que vos prédécesseurs, monsieur le ministre, en dépit des réalisations intervenues, ont largement oublié. C'est ainsi qu'on a vu fleurir les classes appelées « mobiles » encore que condamnées pour nombre d'entre elles à un immobilisme définitif, qu'un parc national de classes dites « démontables » — encore que peu démontables — s'est constitué sur tout le territoire et que des collèges et parfois des lycées sont complètement édifiés de cette manière.

Ces classes, monsieur le ministre, existent par milliers et sont la honte de notre patrimoine scolaire. Elles sont le fait de vos prédécesseurs qui, grâce à ces palliatifs, pouvaient à chaque rentrée scolaire déclarer que la rentrée avait été satisfaisante et que tout le monde avait été effectivement accueilli. Mais dans quelles conditions pour des dizaines et des dizaines de jeunes et de travailleurs ?

De ces rentrées truquées, monsieur le ministre, nous ne voulons plus !

Le changement, c'est aussi le changement sur le plan des locaux scolaires pour que les jeunes qui, eux aussi, ont vécu avec les leurs d'une manière vibrante le soir du 10 mai, puissent désormais connaître une scolarité dans des conditions normales.

Pour mesurer l'effort financier qu'implique ce changement, nous vous demandons instamment, monsieur le ministre, de faire établir avec précision, par vos services, l'importance de ce parc de classes démontables et le montant des crédits à engager pour le résorber et de rendre ces chiffres publics.

Si vous ne le faites pas, monsieur le ministre, soyez assuré que dans quelques mois, spéculant sur les mémoires courtes, les responsables de la situation actuelle, par un phénomène de transfert classique, rejeteront sur vous les conséquences de leur propre carence.

Mais surtout, monsieur le ministre, nous vous demandons de mettre un terme dans les délais les plus brefs à cette situation devenue intolérable et qui sera d'autant plus explosive demain que les espoirs nés de la victoire de la gauche ont été grands.

Je sais, monsieur le ministre, connaissant votre sens élevé de la responsabilité, que vous luttiez de toutes vos forces pour obtenir les crédits nécessaires. Mais nous sommes encore bien loin du compte et je n'en prendrai que deux exemples.

Dans le Nord-Pas-de-Calais, nous pourrions tout au plus, en 1982, poursuivre les actions engagées et entreprendre deux ou trois actions nouvelles. Or nous détenons la palme dans le domaine des classes démontables avec 12 p. 100 du parc national. Il nous faudrait 103 millions de francs pour les remplacer et 380 millions pour faire face aux besoins les plus urgents.

Au rythme actuel, il nous faudrait attendre six ans encore, c'est-à-dire la fin de l'actuel septennat, et ce n'est pas concevable.

De même, la région Ile-de-France pourra à peine couvrir le tiers des opérations urgentes et il lui faudrait 91 millions de francs.

Je sais, monsieur le ministre, que ces sommes sont énormes, mais notre respect de la jeunesse française nous oblige à tenir le même langage qu'hier, qu'il s'agisse des classes maternelles ou élémentaires, du second degré ou du supérieur.

Nos enfants, nos jeunes, ont le droit d'être reçus d'une manière décente dans les écoles, d'y vivre dans des conditions d'hygiène, de sécurité et de confort parfaitement assurées.

C'est pourquoi, monsieur le ministre, je vous lance un appel pressant pour qu'après avoir fait l'inventaire de l'abîme, vous lanciez un programme exceptionnel de constructions scolaires qui, en deux ou trois ans au maximum, fera disparaître ces locaux vétustes et, par priorité, les classes démontables qui défigurent notre pays.

Connaissant l'amour que vous portez à la jeunesse de notre pays, je suis sûr que vous m'entendrez. D'ailleurs, dans cette entreprise, vous aurez l'appui de tous les membres de cette assemblée, qui sont de bonne volonté. D'avance, je vous remercie de m'entendre.

En terminant, monsieur le ministre, dans un tout autre domaine, je voudrais appeler votre attention sur la situation d'un corps de fonctionnaires tout dévoués à l'éducation nationale, qui œuvrent sur le terrain avec vous, je veux parler des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale.

Ces quelque 1 200 fonctionnaires qui ont su préserver les valeurs démocratiques, qui vous sont chères, sont recrutés à un haut niveau — bac plus 6 — et sur concours. Ils sont immédiatement opérationnels.

Ils ont, en dépit des offres, refusé le passage sur emploi fonctionnel afin de préserver ainsi leur indépendance professionnelle. Aujourd'hui, ayant subi, du fait de leur refus, un préjudice certain, car toutes les catégories bénéficiaires du passage sur emploi fonctionnel ont obtenu d'importantes majorations indiciaires qu'ils conservent bien entendu, ces fonctionnaires en attendant un réexamen global de la grille indiciaire de la fonction publique espèrent qu'une mesure de justice sera prise à leur égard. Vous semble-t-il, monsieur le ministre, possible de l'envisager ?

En outre, en ce qui concerne les conditions de travail, ne vous paraît-il pas opportun, dans le cadre de la décentralisation en cours, de reconnaître à l'inspection départementale une existence de droit alors qu'actuellement cette institution n'est que de fait, ce qui freine l'efficacité même de l'action de ces fonctionnaires ?

Je soumetts ces deux questions à votre examen, monsieur le ministre, et je vous remercie par avance de bien vouloir les étudier avec bienveillance. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

M. le président. La parole est à M. Vial-Massat.

M. Théo Vial-Massat. Avec mon ami Georges Hage, et au nom du groupe communiste, je voudrais d'abord me réjouir du rattachement de l'éducation physique et du sport scolaire et universitaire au ministère de l'éducation nationale.

Pour mesurer notre satisfaction, il n'y a qu'à se reporter aux débats qui nous opposèrent successivement à MM. Coniti, Mazeaud, Dijoud et Soisson. En effet, excepté les tout premiers mois du Front populaire, jamais comme aujourd'hui, l'éducation physique et sportive n'a été intégrée à l'éducation nationale sous la forme d'un service commun et autonome, qui répond aux vœux du personnel en garantissant l'apport original de cette discipline.

Ce rattachement s'accompagne de mesures importantes, tels le rétablissement du forfait de trois heures pour l'animation des associations sportives, la volonté d'augmenter les horaires notamment dans les L. E. P. et la création de 1 650 postes d'enseignants s'ajoutant aux 525 postes déjà prévus par le collectif budgétaire. On assiste ainsi à l'inversion d'une tendance qui avait trouvé son expression la plus néfaste dans le plan Soisson.

Ce rattachement témoigne de la volonté gouvernementale de donner à l'éducation physique et sportive une place radicalement nouvelle dans la formation des jeunes et conditionne à nos yeux une véritable démocratisation du sport.

Pour autant, ces mesures importantes ne peuvent faire oublier l'ampleur des retards accumulés dans ce domaine et des besoins à satisfaire.

Vous savez, monsieur le ministre, qu'il manquera un millier de postes pour assurer les trois heures d'E. P. S. dans les collèges

et — précisent les syndicats — 13 000 postes seront nécessaires pour atteindre d'ici à la fin du septennat l'objectif modeste des quatre heures dans les collèges et des trois heures dans les lycées, sans parler des besoins dans d'autres secteurs.

D'où notre souci d'un plan pluriannuel de recrutement de professeurs d'E. P. S. formés par l'Université comme les certifiés des autres disciplines, plan accompagné d'un engagement d'intégration des professeurs adjoints et assorti du règlement du problème lancinant des maîtres auxiliaires, anciens « reçus-collés », qui devraient être intégrés dans le corps des professeurs. D'où cette autre exigence de voir chaque académie dotée d'une U. E. R. d'éducation physique et sportive.

Il nous faut cependant relever une autre lacune : les crédits de fonctionnement, connus sous le vocable de « franc-élève », régressent en francs constants, menacent piscines et gymnases d'inutilisation, à moins qu'ils ne conduisent à une nouvelle surcharge des collectivités locales déjà excédées.

Avec le soutien du rapporteur général du budget, avec le nôtre vous obtiendrez, j'en suis sûr, monsieur le ministre, un effort du Gouvernement dans ce domaine.

Nous avons le devoir de vous exprimer notre inquiétude au sujet du financement des équipements sportifs scolaires qui demeurent de la compétence du ministère du temps libre. Quelles garanties dès lors pour un plan de rattrapage et pour leur utilisation privilégiée par les scolaires ?

C'est, selon nous, le ministère de l'éducation nationale qui devrait avoir la responsabilité de cette orientation unitaire de l'équipement sportif, soucieuse de satisfaire avec un équipement unique les besoins prioritaires de l'école, ceux des sportifs du quartier et de la commune.

Persuadé de l'importance de l'éducation physique et sportive dès le plus jeune âge, nous n'en sommes que plus sensibles aux retards actuels à ce niveau et plus soucieux de la formation de maîtres nombreux et compétents. C'est pourquoi nous nous prononçons pour une élévation du niveau de formation des instituteurs sous la responsabilité de l'Université, et pour la création d'une formation à dominante dont une en éducation physique. Mais encore, connaissant les graves amputations infligées à l'Université dans le domaine du sport par le plan Solisson, nous souhaitons que l'effort amorcé dans ce budget, notamment par la création de cent postes, se poursuive, pour que toujours plus d'étudiants puissent pratiquer un sport. Nous n'insisterons jamais assez sur le rôle de l'Université dans la formation des cadres et nous nous félicitons, notamment de l'habilitation de sept U. E. R. pour la préparation d'une maîtrise en activité physique et sportive.

Pour conclure, nous souhaitons que soit défini, en collaboration avec Mme le ministre chargé de la jeunesse et des sports, un programme de formation des cadres sportifs, associant toutes les compétences du mouvement sportif, et de nature à assurer une grande politique nationale du sport. (Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes.)

M. le président. La parole est à Mme Lecuir.

Mme Marie-France Lecuir. Je voudrais parler de ceux dont on ne parle pas, ou guère, ou incidemment : les agents de service et d'administration de l'éducation nationale.

Sans eux pourtant, il n'y aurait pas d'enseignement possible : nettoyage et entretien des locaux, restauration et hébergement des élèves et des étudiants, secrétariat, comptabilité et administration des établissements, bibliothèques et laboratoires, gestion des personnels, sécurité et réparation des bâtiments.

Contre eux des mesures d'aggravation des conditions de travail s'étaient accumulées depuis dix ans : diminution des effectifs, restrictions des normes d'attribution de postes — les fameux barèmes de 1966 — non-remplacement des absents, suppression de 500 postes de non-enseignants l'année dernière.

Sur eux pèsent le plus lourdement les difficultés économiques et humaines. Ce sont chez les agents de service que l'on trouve les salaires les plus bas, les tâches les plus pénibles, les accidents du travail les plus nombreux, les horaires les plus longs et morcelés jusqu'à deux ou trois prises de travail par jour, les carrières les plus bouchées, les rôles les plus ingrats.

Pour eux, la nouvelle majorité se doit de faire plus, parce qu'ils sont les plus défavorisés. Malheureusement, ce n'est pas le cas.

Pour des raisons de délais bien compréhensibles, le collectif budgétaire de juillet 1981 n'a pratiquement pas créé de postes dans ce secteur-là. Mais le projet de budget pour 1982 ne rattrape que faiblement cette omission.

Sur les quelque 30 000 postes créés en dix-huit mois à l'éducation nationale, à peine plus de 3 000 auront concerné le personnel non enseignant, et, pour le seul budget de 1982, 2 600 postes sur 17 000 créations. Cette proportion reste donc encore au détriment des non-enseignants.

Et si l'on entre dans le détail, on s'aperçoit qu'il ne s'agit pas vraiment de postes tous nouveaux.

Regardons de plus près le chapitre 31-09, les personnels ouvriers et de service du second degré. Les postes créés au titre de l'ouverture de nouveaux établissements sont identifiés en tant que tels au budget, au lieu d'être « volés » par « redéploiement ». On avait oublié, ces dernières années, que c'était possible et souhaitable.

Les créations d'emplois pour améliorer le fonctionnement et l'entretien des établissements du second degré se montent à plus de 1 300. Mais sur les 800 agents de service, 94 seulement commenceront au 1^{er} janvier 1982 ; sur les 255 ouvriers professionnels, seulement 45. Pour la plupart des établissements, il faudra encore attendre la prochaine rentrée alors que les agences pour l'emploi regorgent de candidats.

Figurent aussi près de trois cents nouveaux employés de laboratoires : un pour trois ou quatre professeurs de sciences en moyenne dans les lycées, mais un pour quinze professeurs de sciences dans les collèges, c'est-à-dire, le plus souvent, aucun agent de laboratoire pour la physique, les sciences naturelles et la technologie.

Quarante et une infirmières : presque partout donc, la concierge, la lingère, le surveillant ou le directeur continueront à jouer les infirmiers-secouristes pour des communautés d'un millier d'enfants et d'au moins cent adultes dans les collèges les plus courants. Mais d'autres collègues doivent aborder la question de la santé scolaire.

Les personnels administratifs et les non-enseignants de l'université bénéficieront de créations de postes un peu plus nombreuses, mais sans que les retards accumulés les années passées soient vraiment rattrapés.

Il n'y aura donc pas en 1982 de réelle amélioration des conditions de travail des non-enseignants, donc des conditions d'éducation des élèves et des étudiants. Au contraire.

En ce qui concerne la durée du travail, l'éducation nationale montre l'exemple et rattrape un peu de son retard en réduisant au 1^{er} janvier 1982 les horaires des personnels ouvriers et de service : de quarante-quatre heures, ils descendront à quarante-deux, souvent réparties sur six jours. Pour remplacer ces heures, conformément aux instructions du Premier ministre — « Pas de réduction d'horaire sans embauche » — il faudrait créer quatre mille postes au 1^{er} janvier 1982 ; nous n'en finançons que cent cinquante à cette date.

Il y aura donc alourdissement de la charge de travail, comme ce fut déjà le cas lors des précédentes réductions de travail effectuées sans les créations de postes correspondantes. Et ce sont encore les moins qualifiés, les femmes, qui subiront le plus cette aggravation. Le nombre d'élèves à nourrir, le nombre de classes à balayer et à laver restent les mêmes. Les pressions sur les femmes de ménage pour faire le même travail dans un temps réduit seront fortes alors que les réparations par les ouvriers pourront attendre la semaine suivante.

L'organisation de cette réduction des horaires doit donc être l'objet de toute votre attention, monsieur le ministre, et surtout de négociations avec les organisations syndicales. Le collectif budgétaire de 1982, sinon la loi de finances dès maintenant, devrait pouvoir apporter des améliorations sensibles, faute de quoi la confiance de ces personnels dans les promesses du Gouvernement pourrait être gravement, et à juste titre, entamée.

Objet nécessaire aussi de discussions avec les représentants syndicaux, l'augmentation des salaires et l'amélioration des carrières, notamment par des promotions internes qui ouvrent des perspectives jusqu'alors bouchées et qui permettent d'embaucher des chômeurs et des chômeuses peu ou pas qualifiés sur les postes ainsi dégagés en bas de l'échelle.

A l'université également, ces problèmes pèsent lourd : les personnels sans statut sont encore trop nombreux et les carrières des titulaires non enseignants trop souvent bloquées. Les centres régionaux des œuvres universitaires sont fort mal lotis.

Les universités font encore trop fréquemment appel à des entreprises de nettoyage extérieures, employant elles-mêmes bien souvent des intérimaires.

Partout, les établissements construits rapidement il y a dix ans, sont aujourd'hui dans un état de délabrement dramatique. Des équipes mobiles d'ouvriers professionnels présenteraient bien des avantages pour y faire face, à condition, bien entendu, que les personnels y soient convenablement outillés et qu'ils soient dédommages de leurs déplacements.

Encore un exemple de solution qui, à moyen terme, entraîne des économies : si les gymnases étaient gardés et entretenus par des agents spécialisés dans l'entretien du matériel et de l'équipement sportif, leur dégradation serait ralentie.

Améliorer les conditions de travail des enseignants et augmenter leur nombre, c'est donc aussi organiser des économies dans la gestion de l'éducation nationale. Nous nous interrogeons également sur le rôle que le ministre veut assigner aux personnels administratifs, ouvriers et de service.

La décentralisation et la concertation alourdissent la charge de travail des secrétaires, comptables et administrateurs. L'ouverture de l'école sur la vie et la rénovation des méthodes pédagogiques accroissent la charge matérielle de l'entretien des établissements par l'extension des horaires d'ouverture de locaux par exemple.

L'amélioration de la qualité des enseignements suppose un renforcement des centres de documentation, des bibliothèques, universitaires et des laboratoires. Les moyens d'une nouvelle politique d'éducation nationale passent donc aussi par l'amélioration de l'outil administratif et de service.

Pour conclure, je rappellerai que les créations de postes de non-enseignants sont en retard sur les autres postes, qu'elles pourraient concerner des personnels immédiatement utilisables, qu'elles permettraient d'embaucher un grand nombre de chômeurs et parmi eux des employés de bureau et des femmes sans qualification, celles qui sont les plus nombreuses parmi les demandeurs d'emploi. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

M. le président. La parole est à M. Gérard Collomb.

M. Gérard Collomb. Monsieur le ministre, j'évoquerai à l'occasion de ce débat budgétaire la façon dont s'est déroulée la rentrée 1981 dans les enseignements élémentaires et pré-élémentaires.

Je voudrais d'abord saluer l'effort accompli par le Gouvernement qui se traduit par l'ouverture de 3 533 postes d'instituteur inscrits au collectif budgétaire de 1981 pour le primaire et les maternelles et par la création de 2 299 postes prévus au budget 1982 dans les mêmes secteurs. Près de 6 000 postes sont donc créés dans l'enseignement primaire en un an. Et pourtant la réalité de cet effort n'a pas toujours été parfaitement saisie par les parents, et pour cause !

En effet, vous avez été placé devant l'alternative suivante : ou bien recruter à nouveau des auxiliaires capables d'occuper immédiatement les postes, mais c'était alors se rallier à une politique d'emploi abusif des auxiliaires qu'avec enseignants et parents d'élèves nous avons toujours combattue ; ou bien augmenter le nombre de postes mis en concours, pour recruter des enseignants titulaires, mais alors le champ de formation des nouveaux maîtres retardait d'autant leur emploi sur le terrain et la satisfaction de besoins pourtant urgents ne pouvait plus être assurée.

D'où la nécessité à laquelle vous a contraint la politique malhonnête de vos prédécesseurs de définir des mesures de transition qui ont consisté dans l'introduction du fameux système des « doublettes » de normaliens nouvellement recrutés et placés sur le terrain dès la première année.

Visiblement, ce système des doublettes s'est heurté à une certaine hostilité des parents, et cela pour deux raisons. D'abord, la crainte de voir confier la responsabilité d'une classe à des stagiaires manquant de formation. Ensuite, et surtout, le refus de voir l'année scolaire des enfants hachée par des changements fréquents de maîtres.

Cette hostilité s'est considérablement renforcée là où ces mesures ont été appliquées sans aucun souci de concertation, ni avec les enseignants ni avec les parents. Ceux-ci sont pourtant prêts à comprendre les difficultés auxquelles nous nous heurtons. Ils savent que tout ne se résoudra pas en un jour. Mais encore faudrait-il qu'on leur explique la situation et que le changement intervenu le 10 mai ait pour conséquence l'introduction d'un dialogue nouveau entre l'administration et les partenaires concernés. Faute de quoi rien ne paraîtrait fondamentalement changé.

Nous avons trop longtemps dénoncé le mépris avec lequel étaient prises certaines décisions administratives pour qu'aujourd'hui nous n'imposions pas un changement total dans les relations entre les autorités administratives et les syndicats d'enseignants d'une part, les parents d'élèves d'autre part.

Quoi qu'il en soit, il convient sans doute pour la rentrée scolaire de 1982 d'apporter des profonds aménagements au système des doublettes qui a été si unanimement rejeté, car le

problème du déficit entre les promotions de normaliens sortant de l'école et les besoins en postes va se poser forcément de manière identique à la rentrée 1982.

Plusieurs solutions de remplacement ont été proposées par les organisations syndicales et les parents d'élèves : la nomination de normaliens pendant un an sur les postes vacants à la rentrée 1982, puis qu'ils suivent ensuite leur formation à l'école normale pendant trois ans ; ou bien la création d'un concours exceptionnel ouvert aux candidats titulaires d'un D.E.U.G. ; ou bien encore l'organisation d'un concours interne en janvier ou février, avec enseignement à l'école normale pendant le reste de l'année et envoi sur le terrain à la rentrée scolaire suivante. Sur ces différentes modalités, il ne m'appartient pas aujourd'hui de prendre position.

Ce que je souhaiterais, et je crois de ce point de vue refléter l'opinion de la majorité de cette assemblée, c'est que la concertation la plus approfondie soit menée sur ce problème avec l'ensemble des parties concernées, au niveau national bien sûr, pour définir les orientations qui régiront la place de ces normaliens, mais aussi au niveau des académies et des départements pour que soient définies les modalités d'application.

Je me permets d'insister sur cette nécessaire concertation. Nous serons certes jugés, monsieur le ministre, sur les moyens que nous accorderons à l'éducation nationale ; mais nous serons tout autant jugés sur la méthode employée pour mettre en œuvre ces moyens et il serait paradoxal, au moment où nous entendons rendre aux travailleurs leurs droits de citoyens dans les entreprises, que dans l'école de responsabilité que nous souhaitons les parents et les enseignants soient exclus des droits de cette citoyenneté.

Je terminerai en disant que, si un certain nombre d'entre nous, membres de votre majorité, peuvent quelquefois émettre dans ce débat budgétaire un certain nombre d'avis critiques, c'est parce que nous avons mesuré, sur le fond, quels étaient les progrès accomplis ; c'est aussi parce que, en tant que députés, nous entendons rester à l'écoute des populations de ce pays et vous signaler quels sont les écueils que traverse votre politique, afin que vous puissiez les éviter et donner ainsi satisfaction aux enseignants, aux élèves et à leurs parents. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

M. le président. La parole est à M. Natiez.

M. Jean Natiez. Monsieur le ministre, le fait que les dépenses destinées à l'enseignement privé progressent plus vite que l'ensemble de votre budget a surpris de nombreux militants laïques qui ont mis beaucoup de leurs espoirs ; au regard de la laïcité, dans le changement politique du printemps dernier.

Certes, les explications données ont rassuré nombre d'entre eux. Certes, vos déclarations démontrent que la volonté du Gouvernement de permettre la réalisation d'une école nationale, unique et laïque est toujours vivante et réelle. Mais permettez-moi de vous rappeler en quelques minutes les méfaits pour notre jeunesse et pour notre pays du dualisme scolaire.

Monsieur le ministre, la dualité scolaire est source de gâchis pour les enfants ; elle ne garantit en aucun cas la liberté.

M. Emmanuel Hamel. Mais si !

M. Jean Natiez. La dualité scolaire entraîne le gâchis budgétaire. Dans mon département, la Loire-Atlantique, 82 p. 100 des communes ont deux écoles, l'une privée, l'autre publique.

M. Emmanuel Hamel. C'est le pluralisme !

M. Jean Natiez. C'est dire qu'un grand nombre de dépenses sont doublées et elles pèsent lourdement sur les budgets municipaux. Je pourrais vous donner des exemples précis de tel ou tel conseil municipal qui refuse du matériel pédagogique à l'école publique sous prétexte qu'il devrait consentir le même effort pour l'autre école.

La dualité scolaire crée le gâchis pour les enfants. Elle est facteur d'inégalité. C'est elle qui fait que, dans telle commune, les maîtres du public ont plusieurs sections dans leur classe, alors que les enfants du privé ont un maître par section. Et l'inverse existe également. C'est elle qui permet, faute d'additionner les effectifs des deux écoles, de retarder la construction d'un C.E.S. public.

Je pourrais, monsieur le ministre, multiplier les exemples ; mais je n'en retiendrai qu'un, on ne peut plus significatif.

Dans le secteur scolaire où j'habite, les enfants du privé qui ont des retards scolaires sont envoyés dans une classe adaptée à 12 kilomètres de chez eux, ceux du public à 15 kilomètres dans la classe pour enfants inadaptés la plus proche. Responsable d'une association de transports scolaires, j'ai eu l'occasion d'insérer des enfants de sept ou huit ans pour de longs dépla-

cements. Imposer à de jeunes enfants qui ont des retards scolaires de longs et pénibles transports, voilà le résultat du dualisme scolaire.

M. Didier Chauat. Absolument !

M. Jean Natiez. En effet, si nous n'avions qu'une école, il y aurait dans ce secteur scolaire des effectifs suffisants pour créer sur place la classe adaptée.

Quand il y va de l'intérêt de nos enfants, a-t-on le droit de disperser les efforts et les moyens ?

M. Didier Chauat. Très bien !

M. Jean Natiez. Et, qui plus est, monsieur le ministre, la dualité scolaire ne respecte même pas la liberté. Où est la liberté de choix quand vous comptez 40 communes en Loire-Atlantique, ou 70 en Vendée, qui n'ont aujourd'hui encore qu'une seule école, l'école privée ? (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

On ne se pose pas cette question de la liberté quand il n'y a qu'une école publique. Celle-ci accueille tous les enfants au nom de la laïcité. Son caractère propre est d'être laïque ; elle est l'école de la liberté. Mais on se pose cette question de la liberté lorsqu'il n'y a qu'une école dont le caractère propre est d'être confessionnelle. Où est la liberté de choix quand, dans un canton très peuplé, il n'y a pas de C.E.S. public ? Où est la liberté de choix quand, dans un département agricole comme le mien, il n'y a pas de lycée agricole public ?

Monsieur le ministre, les députés de la majorité vous encouragent à engager le plus vite possible la concertation nécessaire qui pourrait aboutir à l'intégration de l'enseignement privé dans un service unique, laïque, public et rénové. Ceux qui, par le passé et aujourd'hui encore, ont lutté et luttent pour la laïcité, c'est-à-dire pour la liberté, vous demandent de ne pas tarder. Ils sont d'ailleurs rejoints par des maîtres du privé et des parents de ce secteur de plus en plus nombreux. Très vite, des actes spectaculaires et importants pourraient être accomplis. Vous avez dû recevoir cette lettre d'un maire d'une commune de Loire-Atlantique où coexistent aujourd'hui une école publique à six classes et une école privée à deux classes. Sur place, tout est prêt pour entamer la concertation qui aboutirait à un seul groupe scolaire public de huit classes. Choisissez ce type de terrain pour démontrer que la liberté en sortira grandie et non diminuée.

Commencez la concertation. Nous serons derrière vous. Mais, si le sectarisme de certains tenants de l'école privée...

M. Emmanuel Hamel. Quel sectarisme ? Ne tenez pas de propos pareils !

M. Jean Natiez. ... si la volonté de conserver la dualité scolaire à des fins politiques et partisans au mépris de l'intérêt des enfants...

M. Bernard Poignant. Très bien !

M. Jean Natiez. ... devaient l'emporter et vous empêcher de déboucher sur une solution, soyez sûr que les socialistes, lors du prochain débat budgétaire, en reviendraient à ce slogan si souvent défendu : « A service public, fonds publics ; à école privée, fonds privés. » (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

M. Emmanuel Hamel. Ne rallumez pas la guerre scolaire !

M. André Delehedde. Il a simplement éclairé le problème !

M. le président. La parole est à M. Dutard.

M. Lucien Dutard. Mesdames, messieurs, les enseignements d'initiation artistique sont parmi ceux qui ont le plus souffert de la politique d'austérité et de régression des gouvernements précédents.

M. Jacques Santruf, rapporteur pour avis. C'est vrai !

M. Lucien Dutard. Ces enseignements ont pour base la prise en considération du besoin d'activité et d'initiation esthétique, souvent dès le plus jeune âge.

C'est pourquoi ce type d'activité mérite d'être encouragé dès l'école pré-élémentaire et élémentaire. Mais, dans le secondaire, plus du tiers des établissements n'ont pas de professeur de musique, et l'enseignement du dessin se fait sans moyens suffisants. Quant à l'Université, les activités artistiques sont loin d'y être à la portée de toutes les bourses.

Nous pensons que le contenu de l'enseignement doit offrir l'éventail le plus large possible d'activités, sans discrimination sociale.

De même, il convient de réinsérer toutes les activités esthétiques dans l'ensemble du processus de formation complète des jeunes, de la maternelle jusqu'à l'Université, et au travers de la formation continue.

Nous voulons que les jeunes Français reçoivent une formation complète qui les prépare à la vie. Il faut donc procéder à un rééquilibrage de ce type d'enseignement, qu'il s'agisse de la musique et du chant, ces compléments de la poésie, du dessin, de l'expression corporelle, du théâtre et des autres activités esthétiques et créatives. Le travail manuel doit aussi, dans ce cadre, retrouver toute sa place.

Cette nouvelle conception de la formation implique des rapports nouveaux avec l'extérieur, avec les lieux de création ou d'animation dans les communes rurales ou dans les villes, qu'il s'agisse par exemple des groupes folkloriques, représentatifs des cultures et dialectes régionaux, des sociétés musicales ou de création théâtrale, comme au festival de Sarlat.

Mon ami Jack Ralite déclarait l'année dernière à cette tribune, à propos de l'éducation musicale : « Quant aux treize millions de jeunes scolarisés, ils sont presque orphelins de musique. »

Une fois de plus, malgré les efforts et la valeur du corps enseignant, ce sont les enfants des milieux populaires, de la classe ouvrière et du monde rural qui sont tenus à l'écart. Ces enfants ont subi une véritable mutilation artistique.

Il faut, au contraire, faire participer notre jeunesse à cet enrichissement culturel. En retour, elle pourra apporter une contribution essentielle, parce qu'elle est en éveil sur le monde et sur la vie.

L'école pourra ainsi accompagner l'effort entrepris pour le développement de toutes les activités créatrices de notre peuple. A quoi servirait en effet, et sur quoi déboucherait, une grande politique culturelle si les enfants, les adolescents n'y étaient pas associés ?

Alors, bien sûr, cela ne peut pas être réglé dans le cadre du premier budget du changement. C'est une œuvre de longue haleine que de remettre en relation directe les jeunes avec un des aspects essentiels de notre société et de notre culture, dans toute sa diversité.

Nous espérons donc, monsieur le ministre, qu'une attention particulière sera portée aux enseignements d'initiation artistique. Des moyens doivent être dégagés. Des postes d'enseignants, formés et spécialisés dans ces disciplines, doivent être créés pour à la fois opérer la transmission du savoir, participer à l'éveil et à l'épanouissement des élèves, et trouver les meilleures relations entre l'école, d'une part, et les activités et lieux de création et de culture, d'autre part.

C'est une nouvelle politique qu'il faut mettre en œuvre à ce niveau et un effort qu'il faudra poursuivre dans les budgets suivants pour le plein épanouissement des élèves, pour la formation la plus complète possible, dans le respect de la personnalité de chacun. (*Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes.*)

M. le président. La suite de la discussion budgétaire est renvoyée à la prochaine séance.

— 2 —

DEPOT DE PROJETS DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi relatif à la prise en charge par l'Etat de certaines cotisations de sécurité sociale au bénéfice d'entreprises opérant une forte réduction de la durée du travail.

Le projet de loi sera imprimé sous le numéro 545, distribué et renvoyé à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi relatif à la modération des loyers.

Le projet de loi sera imprimé sous le numéro 546, distribué et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

— 3 —

DEPOT D'UN PROJET DE LOI REJETE PAR LE SENAT

M. le président. J'ai reçu, transmis par M. le Premier ministre, le texte du projet de loi de finances rectificative pour 1981 adopté par l'Assemblée nationale, en deuxième et nouvelle lecture le 4 novembre 1981, et qui a fait l'objet d'un vote de rejet en deuxième et nouvelle lecture par le Sénat au cours de sa séance du 6 novembre 1981.

Le texte de ce projet de loi rejeté sera imprimé sous le numéro 544, distribué et renvoyé à la commission spéciale.

— 4 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Mardi 10 novembre 1981, à neuf heures trente, première séance publique :

Suite de la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1982, n° 450 (rapport n° 470 de M. Christian Pierret, rapporteur général, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan) :

Education nationale et article 87 : (suite)

Commission des finances, de l'économie générale et du Plan :

Enseignement primaire et secondaire :

Annexe n° 13. — M. François Mortelette, rapporteur spécial.

Enseignement supérieur :

Annexe n° 14. — M. Gilbert Gantier, rapporteur spécial.

Commission des affaires culturelles, familiales et sociales :

Avis n° 471 : Education nationale, tome V : M. Bernard Derosier ; Enseignement primaire et secondaire, tome VI, de M. Jacques Brunhes ; Université, tome VII, de M. Jacques Santrot ; Enseignement technique, tome VIII, de M. Jean-Paul Fuchs ; Education physique et sportive, tome IX, de M. Jean-Ilugues Colonna.

Environnement :

Annexe n° 15. — M. René Rieubon, rapporteur spécial ; avis n° 471, tome X, de M. Etienne Pinte, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales ; avis n° 475, tome VII, de M. René La Combe, au nom de la commission de la production et des échanges.

Solidarité nationale :

Commission des finances, de l'économie générale et du Plan :

Annexe n° 35, section commune, de M. Jean-Paul de Rocca Serra, rapporteur spécial ;

Annexe n° 34, tome II, de M. Daniel Benoist, rapporteur spécial.

Commission des affaires culturelles, familiales et sociales :

Avis n° 471 : Solidarité nationale, tome XVI, de M. Joseph Legrand ; Population immigrée, tome XVII, de M. Jean-Michel Belorgey ; Famille et population, tome XVIII, de M. Henri Bayard ; Personnes âgées, tome XIX, de M. Jean Laborde ; Handicapés, tome XX, de M. Louis Besson.

A seize heures, deuxième séance publique :

Suite de l'ordre du jour de la première séance.

A vingt et une heures trente, troisième séance publique :

Fixation de l'ordre du jour ;

Suite de l'ordre du jour de la première séance.

La séance est levée.

(La séance est levée le mardi 10 novembre 1981, à une heure.)

Le Directeur du service du compte rendu sténographique de l'Assemblée nationale.

LOUIS JEAN.

Erratum

au Journal officiel, *Débats Assemblée nationale*.

NOMINATION DE RAPPORTEURS

Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Page 3220 : « M. René Rouquet a été nommé rapporteur de la proposition de loi de Mme Nicole de Hauteclocque et plusieurs de ses collègues, tendant à majorer automatiquement les rentes viagères privées en fonction de l'évolution de l'indice du coût de la vie (n° 416) », au lieu de : « M. Roger Rouquette ».

Le présent numéro comporte le compte rendu intégral
des trois séances du lundi 9 novembre 1981.

1^{re} séance : page 3389 ; 2^e séance : page 3407 ; 3^e séance : page 3435.

ABONNEMENTS

ÉDITIONS		FRANCE et Outre-mer.	ÉTRANGER	DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION 26, rue Desaix, 75727 Paris CEDEX 15	
Codes.	Titres.	Francs.	Francs.		
Assemblée nationale :				Téléphone	Renseignements : 575-62-31
Débats :					} Administration : 578-61-79
03	Compte rendu.....	72	300		
33	Questions	72	300		
07	Documents	390	720	TELEX	201176 F DIRJO - PARIS
Sénat :					
05	Débats	84	204		
09	Documents	290	696		

N'effectuer aucun règlement avant d'avoir reçu une facture. — En cas de changement d'adresse, joindre une bande d'envoi à votre demande.

Pour expédition par voie aérienne, outre-mer et à l'étranger, paiement d'un supplément modulé selon la zone de destination.

Prix du numéro : **1,50 F** (Fascicule de un ou plusieurs cahiers pour chaque journée de débats ; celle-ci pouvant comporter une ou plusieurs séances.)